



Numéro 1-2

Janvier-Février 2024

Génocide et responsabilité à la Cour internationale de justice

Afrique du Sud, Israël et intentionnalité

– Pauline Easton –

La crise du système électoral américain

- **Le rôle de la Cour suprême et de son intervention dans les élections avant le vote**
– Kathleen Chandler -
- **Les primaires mettent en évidence la crise du système électoral américain**
- **La fonction des partis cartellisés est de dépolitiser le peuple**
- **L'appui des Travailleurs unis de l'automobile à Biden et la fraude des élections primaires**
- **Note sur la dette publique des États-Unis**

La Conférence de Munich sur la sécurité 2024

- **Les participants manifestent une obsession morbide de la défaite**

Tout en oeuvre pour faire du Canada une zone de Paix!

- **Les préparatifs pour le 75e anniversaire de l'OTAN se poursuivent**

Deuxième anniversaire de la guerre par procuration des États-Unis/OTAN en Ukraine

- **L'échec de la politique étrangère des États-Unis souligne la nécessité de nouveaux arrangements fondés sur la défense de la paix**

– Hilary Leblanc –

- **Le Canada doit se retirer de l'Ukraine et soutenir une fin négociée de la guerre par procuration des États-Unis/OTAN**

– Nick Lin –

L'exercice militaire Steadfast Defender 24 de l'OTAN

- **Non aux préparatifs de guerre des États-Unis/OTAN!
Démantelez l'OTAN!**

- **Opposons-nous résolument à la participation du Canada à l'exercice militaire de l'OTAN**
- **L'OTAN en crise tente de sauver les apparences à la réunion des chefs d'état-major de la Défense**

19e Sommet du Mouvement des pays non alignés à Kampala, en Ouganda, les 19 et 20 janvier

- **Demande et appui fermes pour un cessez-le-feu à Gaza et pour le droit d'être du peuple palestinien**

Non à l'ingérence étrangère en Haïti

- **Rassemblement «Ne touchez pas à Haïti» à Ottawa le 29 février et réunion à Toronto le 26 février**
- **La Haute Cour du Kenya juge inconstitutionnel le déploiement de la police kenyane en Haïti**

Guatemala

- **L'investiture du président l'emporte sur les tentatives de coup d'État**

Cuba

- **Lever du drapeau cubain à l'Assemblée législative de l'Ontario**
- **Le peuple cubain est appelé à affronter tout ce qui s'éloigne de l'esprit de la Révolution**

Inde

- **Les agriculteurs poursuivent sans relâche leur combat pour la justice**

Élections présidentielles et législatives à Taïwan

- **Les résultats soulèvent des inquiétudes d'une ingérence américaine accrue**

Péninsule coréenne

- **Les États-Unis doivent signer un traité de paix et cesser leur activité guerrière dans la péninsule coréenne**

– Philip Fernandez –

- **La RPDC fixe une ligne de marche pour faire avancer la cause de la paix et du développement national en 2024**

Génocide et responsabilité à la Cour internationale de justice

Afrique du Sud, Israël et intentionnalité

– Pauline Easton –



Rassemblement devant le Palais de la paix de La Haye pour entendre la décision provisoire de la Cour internationale de justice, 26 janvier 2024

De l'avis du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), il est important de discuter de la signification des délibérations de la Cour internationale de justice (CIJ) sur le génocide israélien. Les Sud-Africains ont rassemblé 84 pages de documentation et d'arguments fondés sur l'état de droit international, tandis qu'Israël a nié commettre un génocide ou avoir l'intention de le faire. Les États-Unis, le Royaume-Uni et d'autres anciennes puissances coloniales, ainsi que des dominions comme le Canada, se sont rangés à l'avis d'Israël.

Nous pouvons constater une nette opposition de points de vue, l'un fondé sur l'état de droit, sur les normes que la société civile a créées, et l'autre fondé sur un concept nébuleux que nous appelons intentionnalité. L'intentionnalité est le fait d'agir délibérément ou de viser un but. En philosophie, elle fait référence à la qualité des états mentaux (par exemple les pensées, les croyances, les désirs, les espoirs) qui consiste à être dirigé vers un objet ou un état de fait.

Il est significatif que, même après l'arrêt de la CIJ, tous les signataires de la Convention sur le crime de génocide n'aient pas respecté leur obligation de prévenir les actes de génocide, telle que définie par l'état de droit international. Cela inclut Israël lui-même, ainsi que le Canada et d'autres pays. Les pays donnent leurs raisons, mais le résultat est que rien n'a encore empêché Israël de perpétrer le crime de génocide. Il s'agit d'un sujet de préoccupation majeur pour les peuples du monde entier, car le massacre du peuple palestinien par Israël s'intensifie en toute impunité.

Les peuples du monde défendent les droits du peuple palestinien et saluent les succès de la résistance, y compris l'inscription du génocide américano-israélien à l'ordre du jour mondial. Les peuples sont confrontés au problème qu'Israël n'est pas le seul pays à agir sur la base d'arguments non fondés sur l'état de droit, national ou international. Outre les États-Unis et le Royaume-Uni, le Canada est l'un de ces pays. Les Canadiens veulent qu'Israël et les États-Unis soient tenus de rendre des comptes, ce qui suppose qu'ils soient également en mesure de demander des comptes au Canada. Comment le faire est la question à laquelle il faut répondre.

Pour comprendre comment le problème se pose, les récentes réunions organisées par le Centre d'études idéologiques affilié au PCC(M-L) ont souligné l'importance de discuter de l'affaire de

l'Afrique du Sud sur le génocide israélien devant la CIJ et de la réponse d'Israël. Cela fait partie de l'analyse de la nécessité d'un renouveau démocratique au Canada et dans le monde. Les exigences de cette conjoncture historique particulière impliquent de reconnaître que les anciennes formes ne fonctionnent plus ou ont disparu et que de nouvelles formes qui défendent les intérêts du peuple restent à établir. Il y a une bataille *pour* la démocratie qui consiste à ne pas permettre aux élites dirigeantes d'agir en toute impunité et de priver les peuples des libertés civiles et de l'exercice de leurs droits. Et il y a la bataille *de* la démocratie qui consiste à mettre en place de nouveaux arrangements et de nouvelles formes de gouvernance qui prévoient la responsabilité, proscrivent l'impunité et donnent du pouvoir au peuple.

Les conversations menées par le Centre d'études idéologiques sur la requête de l'Afrique du Sud à la CIJ ont mis en évidence ce qui était vraiment frappant quand les délibérations ont été rapportées. Pour les personnes rationnelles, c'est le fait que l'Afrique du Sud a fondé son argumentation sur la force des allégations de génocide, alors que l'avocat d'Israël, Tal Becker, a attaqué les avocats qui présentaient la requête de l'Afrique du Sud. Pour les rabaisser, il a déclaré qu'ils n'avaient pas de base légale. Que voulait-il dire ?



Tout au long de son document de 84 pages, l'Afrique du Sud a fait référence au contexte de manière suivie – que l'argument du génocide n'avait rien à voir avec le 7 octobre, mais plutôt avec les activités d'Israël avant, pendant et après le 7 octobre. Ces éléments ont été cités comme contexte dans de nombreux exemples et comme base de l'obligation légale d'exiger d'Israël qu'il mette fin immédiatement à tout ce qu'il fait.



Tous les signataires de la *Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide* ont l'obligation légale de le prévenir. La communauté mondiale a l'obligation légale de l'empêcher. Cette obligation existe depuis 1948. Le contexte donné par les Sud-Africains était une période de 75 ans, c'est-à-dire depuis 1948. Ils ont fondé leurs arguments sur cette période, sur cette expérience de 75 ans, et c'est ainsi que leur argumentation a été construite. Un nom est également attaché à cette expérience, celui de l'apartheid, ce qui a des conséquences sur l'argumentation que tout cela doit cesser.

Pour leur construction juridique, les Israéliens et Tal Becker en particulier ont soutenu que l'Afrique du Sud faisait une sélection unilatérale et partielle en utilisant le contexte d'une manière détournée. Ils ont procédé à une déconstruction postmoderniste typique. Pourquoi s'arrêter à 75 ans, pourquoi pas 1922, lorsque les Britanniques ont renoncé à leur mandat, ou 1917 et la Déclaration Balfour comme contexte, ont-ils demandé, ajoutant que les Sud-Africains sont, pour utiliser un terme péjoratif, des « shysters » (avocat malhonnête), c'est-à-dire des gens sans éthique, peu recommandables et doués pour la désinformation sur le contexte.

Dans le même ordre d'idées, un autre avocat israélien a fait des remarques sur les 15 pages de déclarations de fonctionnaires du gouvernement israélien et des membres des forces de défense israéliennes (FDI) telles que collectées par l'Afrique du Sud qui témoignent d'une intention génocidaire. Ces déclarations comprenaient des extraits de la *Torah* : « Tuez, tuez, tuez tous les

Amalécites, ne les épargnez pas. » Tal Becker a répondu que les avocats sud-africains étaient des « shysters » parce qu'ils ne connaissaient pas la *Torah*, ni l'hébreu, sinon ils verraient qu'il s'agissait simplement d'une façon de parler, et non d'un appel au génocide. C'était pour détourner l'attention du fait que les Sud-Africains n'ont pas seulement présenté des déclarations, mais qu'ils les ont présentées en montrant des soldats en train de faire exploser une maison où se trouvaient des gens, l'un d'entre eux dédiant le massacre à sa fille, dansant et criant les mêmes mots que le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a prononcés, à savoir « tuez tout le monde ».

Les déconstructionnistes israéliens tentent d'utiliser *l'intentionnalité*, qui se réfère à ce que vous pensez dans votre tête. Il s'agit d'un fait mental et puisque personne ne peut entrer dans la tête de quelqu'un d'autre, on ne peut pas déterminer ce qu'il avait vraiment l'intention de faire. Cela diffère de la manière dont les Sud-Africains ont présenté la preuve d'une intention, comme l'exige la *Convention sur le génocide*. Il faut démontrer une intention de commettre un génocide.

Les Sud-Africains ont fait valoir que l'intention se manifeste lorsque les paroles correspondent aux actes. Comment connaître une intention ? On regarde ce qui a été fait – c'est cela l'intention. Une des utilisations du mot intentionnalité est qu'il s'agit d'une fonction privée; quelqu'un peut prétendre à tout ce qu'il veut, comme la police qui invoque la légitime défense ou le fait de craindre pour sa vie pour justifier un meurtre. L'autre est publique, et c'est ce qui est jugé. Il s'agit d'un acte public, et non d'une signification privée dans la tête de quelqu'un. Il s'agit d'une distinction cruciale en droit et en politique.

Il existe un véritable fossé que les gens perçoivent et sur lequel les déconstructionnistes s'appuient tout particulièrement. Il s'agit du fait qu'il est impossible d'entrer dans la tête de quelqu'un parce que l'individu peut lui donner le sens qu'il veut. Il y a une blague sur la fameuse citation du film *Le Parrain* à propos d'une offre que l'on ne peut pas refuser : « Que se passe-t-il lorsque vous croisez un mafioso faisant une offre que vous ne pouvez pas refuser avec un déconstructionniste ? » La réponse : « Vous obtenez une offre que vous ne pouvez pas comprendre. »

Une partie importante de ce que le Centre d'études idéologiques met en évidence en analysant l'affaire devant la CIJ concerne la bataille de la démocratie, les formes modernes et le contenu nécessaires à une démocratie moderne. À cet égard, il est apparu qu'en répondant à l'argument valable sur l'intentionnalité utilisé par les Sud-Africains, essentiel pour nous dans le travail actuel sur les définitions modernes, nous disons que *la compréhension requiert un acte de participation consciente de l'individu, l'acte de découvrir*. C'est ainsi que nous considérons l'intentionnalité, comme un acte de liberté d'expression.

Dans sa forme théorique, la compréhension est liée à la liberté d'expression. Ce n'est pas la même chose qu'une description de la façon dont on se représente la situation. Notre conception de la compréhension implique des rapports : le « je » en tant que rapport, le « nous » pluriel du « je » en tant que rapport, et comment les activer. Il est en corrélation avec l'ensemble des rapports humains, les rapports entre humains et entre les humains et la nature.

Lorsque quelqu'un dit que l'antisionisme est de l'antisémitisme ou de la trahison, il s'agit d'un acte mental, privé pour la personne qui le dit. Il n'a de sens public que lorsqu'il est soutenu par des armes, des tribunaux et des prisons. *La compréhension requiert un acte de participation consciente de l'individu, l'acte de découvrir*, en revanche, est immédiat, sans médiation. L'intentionnalité dont nous parlons est dans l'ici présent. Elle s'exprime par des actes. C'est une question sur laquelle on peut prendre une décision.



En conclusion, la réponse d'Israël à l'accusation de génocide de l'Afrique du Sud, entre autres,

consiste à nous forcer d'accepter que les crimes contre l'humanité sont la nouvelle normalité. Les grandes puissances les justifient en se basant sur des concoctions mentales déconstructionnistes sur lesquelles personne ne peut se prononcer mais qu'elles ont le pouvoir de mettre en oeuvre de toute façon. Une offensive majeure a été lancée par l'élite dirigeante internationale pour utiliser la question de la démocratie non seulement pour faire avancer leurs rivalités inter-impérialistes pour la domination du monde, mais aussi pour détourner les efforts des peuples pour s'émanciper et les empêcher de saisir l'initiative pour renverser la situation en leur faveur.

Le PCC(M-L) appelle à lutter sur la base d'un point de vue avantageux qui leur est propre, un point de vue qu'ils établissent eux-mêmes en participant en tant qu'individus à des actes de recherche qui révèlent un moyen d'aller de l'avant sur cette base. Nous ne pouvons pas permettre à ceux qui présentent des arguments déconstructionnistes intéressés pour faire avancer la cause d'intérêts privés étroits et criminels de fixer l'ordre du jour de la discussion ou de définir ce qui est possible et ce qui ne l'est pas.

***Tout en oeuvre pour défendre le droit d'être et le droit de retour du peuple palestinien !
Un cessez-le-feu maintenant !***



La crise du système électoral américain

Le rôle de la Cour suprême et de son intervention dans les élections avant le vote

- Kathleen Chandler



6 janvier 2021 : l'assaut du Capitole des États-Unis

Une affaire importante en instance devant la Cour suprême concerne une décision de la Cour suprême du Colorado exigeant le retrait de Donald Trump du scrutin pour avoir participé à une insurrection le 6 janvier 2021. La Cour entendra les arguments oraux le 8 février et pourrait décider de l'affaire avant les primaires du 5 mars dans cet État. L'importance de cette affaire fait l'objet d'une désinformation généralisée, qui se concentre sur la question de savoir si la Cour suprême est favorable ou pas à Trump, si le 6 janvier 2021 était ou non une insurrection et ce que disent ou ne disent pas la Constitution et le 14^e amendement, etc.

Le plus important est que la Cour suprême, déjà fortement discréditée, pourrait effectivement décider de l'élection présidentielle en déclarant que Donald Trump n'est pas éligible et en le retirant du scrutin dans tout le pays. Si elle en décide ainsi, un tel geste provoquerait considérablement la

colère de plusieurs, y compris de la faction du parti cartellisé qui soutient Trump. Cela pourrait provoquer une réponse violente dans une situation où les dirigeants sont désespérés d'empêcher la guerre civile et de bloquer la dynamique vers d'autres options, celles qui favorisent le peuple. Pour éviter cela, la Cour pourrait se prononcer en faveur de Trump en adoptant une approche plus limitée qui laisse de côté la question de l'insurrection.

Lors des plaidoiries orales devant la Cour suprême le 8 février, les questions soulevées par les juges que leur décision serait une décision limitée et porterait non pas sur l'insurrection, mais sur l'autorité du Colorado à décider de retirer le nom de Donald Trump sur le bulletin de vote. C'est d'ailleurs ainsi que la Cour a posé la question : « La Cour suprême du Colorado a-t-elle commis une erreur en ordonnant que le président Trump soit exclu du scrutin des primaires présidentielles de 2024 ? » Cela permet de ne pas statuer sur l'insurrection, tout en renforçant l'autorité fédérale.

L'affaire est l'expression du conflit entre les autorités fédérales et celle des États en matière d'élections. Les dispositions constitutionnelles existantes, nécessaires à la création de la fédération des États des États-Unis, confèrent aux États l'autorité en matière d'élections. Le Colorado, en tant qu'État, fait pression pour que ce soient les États qui décident des résultats des élections, et non l'autorité fédérale.

Les questions des juges ont porté sur le fait que c'est le Colorado qui décide. Ils ont également rappelé qu'un précédent de la Cour, datant de 1869, indique que l'interprétation de la clause d'insurrection de la Constitution doit être laissée au Congrès qui adoptera une loi à ce sujet.

La juge Elena Kagan a remis en question le pouvoir des États de décider des candidats aux élections nationales, même si c'est une chose qu'ils font régulièrement. « Pourquoi un seul État devrait-il avoir la capacité de prendre cette décision non seulement pour ses propres citoyens, mais aussi pour le reste de la nation ? », a demandé la juge Elena Kagan. La juge Amy Coney Barrett a également déclaré que si la Cour confirmait la décision du Colorado, elle trancherait en pratique la question pour tous les autres États.

Le président de la Cour suprême, John Roberts, a déclaré qu'en cas de décision favorable au Colorado, « je m'attends à ce qu'un bon nombre d'États disent au candidat démocrate, quel qu'il soit, 'vous n'êtes pas autorisé à voter'. Il a ajouté : Il ne restera plus qu'une poignée d'États pour décider de l'élection présidentielle. C'est une conséquence assez redoutable ».

Le juge Brett Kavanaugh a demandé à l'avocat Jason Murray, l'avocat de ceux qui demandent que le nom de Donald Trump soit retiré : « Qu'en est-il de l'idée que nous devrions penser à la démocratie ? ... Parce que votre position a pour effet de priver les électeurs de leur droit de vote dans une large mesure. » Ce à quoi Murray a répondu : « La raison pour laquelle nous sommes ici est que [l'ancien] président Trump a essayé de priver de leurs droits 80 millions d'Américains qui ont voté contre lui. »

L'implication est que la Cour se prononcera en faveur du maintien de Donald Trump sur le bulletin de vote parce que les États ne devraient pas avoir le pouvoir de décider. Cette autorité doit revenir au gouvernement fédéral et au Congrès. Une décision limitée laisserait la question de l'insurrection ouverte, ou serait décidée par le Congrès, et non par les États. Une telle décision serait perçue comme une atteinte à l'autorité des États en matière d'élections et comme un renforcement de l'autorité fédérale. Elle ne contribuera en aucune manière à résoudre la crise dans laquelle se trouve le système électoral américain. Les luttes de factions deviendront de plus en plus violentes en l'absence de moyens pacifiques pour résoudre les problèmes auxquels il est confronté.

En outre, rien de tout cela n'aborde la réalité actuelle d'un système antidémocratique et inégalitaire qui promeut des candidats présidentiels non choisis ou non désirés par le peuple. Nombreux sont ceux qui voteraient « aucun de ces candidats » si cela figurait sur tous les bulletins de vote. Le fait est que, sous les autorités étatiques actuelles, les citoyens sont privés de leur droit de vote par de nombreux moyens, en particulier les Noirs, les étudiants et les anciens prisonniers. Les bulletins de vote et l'accès au scrutin dans chaque État, y compris pour l'élection présidentielle, sont déjà

différents, ce qui rend chaque vote inégal. En général, une poignée d'États comme la Floride, l'Ohio et la Pennsylvanie décident de l'issue d'une élection. Les affaires judiciaires telles que celle-ci cachent les problèmes réels, et les solutions, d'un système électoral qui prive les électeurs de leur droit de vote et leur refuse le droit d'élire et d'être élu.

La défense de l'autorité étatique par le Colorado

La secrétaire d'État du Colorado, Jena Griswold, est également intervenue en faveur de l'exclusion de Donald Trump du scrutin en invoquant l'argument que c'est à l'État de décider des questions électorales. Elle affirme que « le requérant Trump conteste la prérogative constitutionnelle du Colorado d'exclure les candidats inéligibles de ses bulletins de vote ». Elle ajoute : « De même que le Colorado ne peut être contraint de placer sur son bulletin de vote des primaires présidentielles un citoyen naturalisé, un mineur ou une personne élue deux fois à la présidence, il ne devrait pas non plus être contraint d'inclure un candidat dont les tribunaux ont estimé qu'il avait violé son serment de défendre la Constitution en s'engageant dans une insurrection. »

En réponse aux juges qui affirment qu'une décision contre Donald Trump priverait les électeurs de leur droit de vote et aurait un impact négatif « en cascade », les États prenant des décisions différentes, elle a souligné que le bulletin de vote, y compris la liste des candidats, est déjà différent dans chaque État. « Nous devons avoir confiance dans notre système » et « dans les institutions en place pour traiter ce type d'allégations », a-t-elle déclaré. Ce système est basé sur les États et ce sont les États qui décident. Jena Griswold a affirmé ce rôle et cette autorité.

Les dispositions constitutionnelles américaines prévoient que ce sont les États qui décident des questions électorales, et non le gouvernement fédéral. C'est en partie pour cette raison que les 13 États initiaux, qui auraient pu devenir des républiques indépendantes, ont accepté de former l'union et d'établir une autorité fédérale. Saper cette relation accroît le risque de guerre civile. Le gouvernement fédéral est néanmoins intervenu de plus en plus souvent, de diverses manières, comme avec le *Help America Vote Act* après l'élection de Bush/Gore en 2000. Cette loi obligeait les États à informatiser la machine électorale, centralisait les résultats, et mettait en place un programme fédéral pour en certifier le respect. Dans le cadre de l'accroissement de l'autorité des exécutifs, elle a conféré au secrétaire d'État de l'État, souvent nommé, des pouvoirs beaucoup plus étendus, y compris le contrôle des listes électorales. Le pouvoir de radier arbitrairement des électeurs inscrits sur les listes a depuis été utilisé par divers États, dont l'Ohio et la Floride. Ces deux États seront à nouveau contestés en 2024, après que la Floride a supprimé le nom d'environ un million d'électeurs inscrits sur les listes électorales. La décision de ces deux États est à nouveau contesté en 2024.

L'élection de 2000 a été décidée par la Cour suprême après qu'elle a eu lieu. Contrairement à Donald Trump, qui a contesté les résultats et l'ensemble du dispositif mis en place avant et après 2020, Al Gore a concédé, au nom d'une passation de pouvoir pacifique. C'est une nécessité fondamentale et le rôle des élections pour prévenir la guerre civile et pour faire apparaître le processus électoral comme légitime. Gore a concédé la victoire alors qu'il avait remporté le vote populaire. Cette réalité, l'ingérence de la Cour et le fait que Gore ne l'ait pas contestée, a enlevé toute légitimité aux élections pour le peuple. En l'absence d'une autorité fédérale et judiciaire capable d'affirmer un moyen de réconcilier le vote populaire avec les votes du collège électoral qui déclare le résultat de l'élection, l'élection a été considérée comme illégitime et l'anarchie a été élevée au rang d'autorité. L'anarchie est un état où chaque individu, particulièrement ceux qui ont le pouvoir, est souverain et n'obéit plus à aucune autorité. Le conflit entre les conditions et l'autorité est tel que l'anarchie est élevée au rang d'autorité. Cela inclut l'anarchie que nous constatons aujourd'hui parmi les autorités qui s'affrontent au niveau fédéral et au niveau des États, non seulement pour les élections, mais aussi pour l'immigration, les soins de santé et l'éducation.

Une décision en faveur de Donald Trump pourrait bien laisser de côté la question de l'insurrection, mais servirait à renforcer le rôle du gouvernement fédéral dans les élections, augmentant encore les conflits entre les autorités fédérales et étatiques.

Une décision limitée en faveur de Donald Trump, qui ne tranche pas la question de l'insurrection, ouvre également la voie à des recours devant les tribunaux fédéraux pour refuser l'accès à Trump. Le Michigan et le Minnesota ont décidé qu'il pouvait rester en lice pour les primaires, mais ont laissé ouverte la possibilité de l'exclure du scrutin général pour cause d'insurrection.

Il est également vrai que le fait de laisser la question de l'insurrection ouverte et non définie, ou de la confier au Congrès, renforce encore les pouvoirs de police présidentiels. L'expansion de ces pouvoirs est une chose que Trump, Biden et les dirigeants en tant que classe poursuivent en tant que nécessité pour maintenir la domination de l'oligarchie sur l'ensemble du pays.

Donald Trump, par exemple, a appelé à l'utilisation de la *Loi sur l'insurrection*, qui permet au président d'utiliser l'armée contre les manifestants, les grévistes qui résistent aux injonctions ou ceux qui bloquent les expéditions vers Israël, etc. Joe Biden, dont les forces soutiennent de nombreux procès intentés par les États contre Trump, pourrait utiliser les pouvoirs exécutifs pour qualifier les manifestations d'insurrection, de la même manière que les lois invoquant un soutien matériel au terrorisme sont désormais utilisées, en particulier contre ceux qui soutiennent la Palestine. Les actions où la police cible les manifestants qui occupent les capitales des États, par exemple, ou les bâtiments fédéraux de la Chambre des représentants ou du Sénat, qui se produisent déjà, pourraient également être considérées comme de l'insurrection. Les actions à la frontière, où Biden veut pouvoir fermer la frontière et où des troupes sont déjà présentes, pourraient être qualifiées de la sorte. En mettant l'insurrection au premier plan, on ouvre la voie à son utilisation contre le peuple pour réprimer les droits de s'exprimer, de se réunir et de s'organiser.



L'occupation de l'Assemblée législative de l'État de Californie pour exiger qu'elle prenne position en faveur d'un cessez-le-feu, 4 janvier 2024

Les relations entre l'État américain et le peuple revêtent également une grande importance dans l'examen des affaires judiciaires aux États-Unis. Il faut pour cela reconnaître le rôle de la Cour suprême en tant qu'organe du pouvoir exécutif, opérant dans un contexte de lutte intense entre les factions au sein du pouvoir. Son rôle est de servir la raison d'État américaine à tout moment, ce qui signifie préserver l'union, ce qui, selon la constitution actuelle et à la lumière des rivalités féroces pour le pouvoir, nécessite de renforcer la fonction de président, et non les pouvoirs de l'État.

Lorsqu'il a fallu défendre l'esclavage et éviter la guerre civile, il y a eu l'arrêt Dred Scott de 1857, qui déclarait que les personnes asservies n'étaient pas des êtres humains et n'avaient aucun droit, et confirmait l'utilisation de patrouilles d'esclaves dans les États où il n'y avait pas d'esclaves. Cette

décision a permis d'éviter la guerre civile, qui a tout de même éclaté en 1860. Dans les années 1950, alors que la classe dirigeante des États-Unis avait besoin d'intégrer la main-d'oeuvre pour la production industrielle de masse et que la ségrégation existante y faisait obstacle, la Cour suprême s'est prononcée en faveur de la déségrégation des écoles, dans son arrêt *Brown vs. Board of Education* en 1954. Elle a de nouveau agi comme un bras de l'exécutif, soutenant et renforçant la fonction présidentielle. D'autres facteurs entrent en ligne de compte, mais l'essentiel est d'examiner les besoins et les intérêts de la classe dirigeante américaine dans son ensemble pour préserver l'union et les actions de la Cour pour servir ces intérêts de classe. Les États et leurs exécutifs agissent de la même manière à leur niveau.

Les arrangements et les relations existants provoquent le conflit entre des intérêts privés étroits et les autorités établies lorsque la Constitution américaine a été ratifiée il y a 236 ans dans des conditions matérielles très différentes. Au niveau fédéral, il existe une division du travail entre le président, les tribunaux et le Congrès, mais tous ont le devoir de préserver le pouvoir de l'État américain, c'est-à-dire de préserver l'union. C'est de plus en plus difficile en raison des luttes intenses entre factions, des États capables de devenir leur propre pays et du refus, à tous les niveaux, de moderniser la démocratie.

Aujourd'hui, les dispositifs qui ont échoué, notamment les élections et les tribunaux, ne permettent plus de résoudre les conflits entre les dirigeants, y compris entre les autorités qui rivalisent au sein de la bureaucratie exécutive et entre le gouvernement fédéral et les États. Le recours aux tribunaux pour statuer sur les questions qui se posent ne règle rien. Il ne sert pas seulement à accentuer les contradictions mais, plus important encore, il révèle la nécessité de renouveler la raison d'État sur la base d'un système de gouvernance qui donnent au peuple le pouvoir de gouverner et de décider.

C'est ce qui est pertinent dans l'affaire soumise à la Cour suprême, et non les débats pour ou contre Donald Trump.

(Voice of Revolution)



Les primaires mettent en évidence la crise du système électoral américain

La saison des primaires pour les élections 2024 aux États-Unis a commencé. Le caucus de l'Iowa s'est tenu le 15 janvier, celui du New Hampshire le 23 janvier, la primaire démocrate de Caroline du Sud le 3 février et la primaire républicaine le 24 février. Le Nevada a tenu une « primaire préférentielle » le 6 février et un caucus républicain le 8 février, tandis que la primaire du Michigan aura lieu le 27 février. La Californie fait désormais partie du Super Mardi, qui tombe le 5 mars, tout comme le Texas, deux des plus grands États. Les primaires concernent principalement l'élection des délégués aux conventions nationales du Parti démocrate et du Parti républicain, qui désignent les candidats à l'élection présidentielle. Les délégués sont généralement assignés en fonction du nombre de voix.



Le Super Mardi, qui concerne 16 États, a été créé pour permettre à un grand nombre d'États de voter plus tôt et le même jour. Cette année, il concerne un tiers des délégués aux conventions nationales, de sorte que la campagne sera pratiquement terminée et que les fonds et l'attention pourront être consacrés à l'élection générale de novembre.

Tout en donnant l'impression que ce sont les électeurs qui décident, ce système garantit la sélection des candidats par les riches, tandis que l'électorat est soumis à des diversions et divisions de toutes sortes, souvent par le biais de la désinformation. La désinformation détourne l'attention et la discussion des options qui servent le peuple, c'est-à-dire les options autres que celles offertes qui servent les riches.

Les primaires donnent l'impression que le peuple choisit les candidats alors que ce n'est pas le cas. On mentionne à peine, par exemple, que c'est seulement environ 14 % des électeurs inscrits dans l'Iowa qui ont participé au caucus. Bien que Donald Trump ait remporté environ 51 % de ce vote, soit environ 7 % des électeurs inscrits, ce résultat est présenté comme un raz-de-marée en faveur de Trump et on en conclut que les électeurs de l'Iowa soutiennent Trump. Le vrai raz-de-marée se voit plutôt dans le nombre d'électeurs qui n'ont pas voté, un problème important pour les cercles dirigeants dans cette élection, et aussi pour l'ensemble du corps politique qui est en péril lorsque les masses du peuple sont privées d'un impact réel sur les résultats. Seuls 4 % des électeurs ont voté aux primaires démocrates de Caroline du Sud et 15 % aux « primaires préférentielles » républicaines du Nevada, où c'est le vote pour « aucun de ces candidats » qui l'a emporté.

Après la victoire de Joe Biden dans le New Hampshire, les manchettes se lisaient : « Biden cimente sa nomination » et, pour Trump, « Le New Hampshire montre que Trump est très fort ». Le gouverneur de la Floride Ron DeSantis s'est retiré de la course. C'est le treizième départ et maintenant il n'y a que Nikki Haley, de Caroline du Sud, qui se présente contre Trump.



Le New Hampshire et l'Iowa représentent environ 1 % des électeurs admissibles. Pourtant, grâce aux agissements des partis cartellisés (informations systématiquement omises dans les rapports sur les élections), les deux candidats les plus détestés sont en voie de devenir les candidats à l'élection présidentielle. Quel type de démocratie garantit la sélection de deux des candidats les plus méprisés ? Quel genre de démocratie bloque la position de la majorité contre le crime de génocide et s'assure au contraire que les pouvoirs de police du président

peuvent être utilisés pour envoyer à Israël plus d'armes pour poursuivre le génocide ? Bien que ces deux-là soient les meilleurs champions que les dirigeants puissent trouver pour défendre leur cause, leur élection ne contribuera pas à réduire le mécontentement général de la population à l'égard du gouvernement et des élections. Les élections sont également censées résoudre les conflits entre les dirigeants afin d'éviter une guerre civile, mais au lieu de cela, elles sont l'arène d'une intensification des luttes entre factions.

Joe Biden a bien mérité le nom de « Joe le génocidaire » et la colère monte contre son refus d'arrêter le génocide à Gaza et de soutenir un cessez-le-feu. De nombreuses organisations, dont certains anciens partisans, défendent la position « Pas de cessez-le-feu, pas de vote ». Les jeunes en particulier, qui représentent environ 40 % des électeurs américains, affichent leur intention de ne voter ni pour Trump ni pour Biden.

Les primaires, avec la désinformation massive des médias, sont conçues pour entraîner tout le monde dans le piège et détourner la discussion vers des débats pour ou contre les candidats. Les Américains sont censés ne pas envisager de solutions de rechange, les options qui leur donnent le pouvoir de décider des élections du début à la fin. Des discussions, des débats, des réunions, grandes et petites, sont nécessaires pour concevoir de nouveaux arrangements qui garantissent les positions antiguerre et prosociales du peuple et ses revendications en matière de droits et de responsabilité gouvernementale et contre le génocide.



Le 19 février 2023, « jour des présidents », des milliers de personnes se rendent à San Francisco sur l'autoroute 101 pour dénoncer le soutien de l'administration Biden au génocide israélien dans la bande de Gaza.

(Voice of Revolution)



La fonction des partis cartellisés est de dépolitiser le peuple

Les partis cartellisés, même s'ils s'appellent encore Parti démocrate et Parti républicain, ne sont plus des partis politiques. Leur fonction est de dépolitiser le peuple et d'éliminer la politique, qui est nécessaire pour défendre les intérêts du peuple et de ses collectifs et le bien public.

Pour illustrer comment fonctionnent les partis cartellisés actuellement, prenons le cas du New Hampshire. Selon la loi, c'est dans l'État du New Hampshire que doit avoir lieu la première élection primaire (pas un caucus comme dans l'Iowa). Le Comité national démocrate (DNC) a toutefois décidé de faire passer la Caroline du Sud en premier pour les primaires démocrates, afin de donner plus de poids aux Noirs. Ainsi, les efforts pour diviser la population en fonction de la race et dresser les États les uns contre les autres ont déjà commencé.

Le New Hampshire a réagi en faisant passer ses primaires avant celles de la Caroline du Sud et en retirant Joe Biden du scrutin. Le DNC a ensuite éliminé les délégués du New Hampshire à la convention et a ouvertement qualifié les primaires de « dénuées de sens ». Malgré cela, Joe Biden s'en est soi-disant servi pour « cimenter » sa nomination. Ce qui est important ici, c'est la nature du cartel qui dicte d'en haut et le fait que ces luttes représentent la destruction des partis en tant que partis politiques, en particulier au niveau de l'État, qui est le lieu où tous les liens avec le peuple ont été établis.

Le DNC et le Comité national républicain (RNC) se coordonnent pour décider des débats des candidats pendant et après les primaires. Pour les débats précédant les primaires, le RNC a dicté le contenu et la procédure, qui pouvait et ne pouvait pas participer, contribuant à la promotion de certains et à l'élimination d'autres. Le nombre de candidats se présentant contre Donald Trump est passé de 13 à 6, puis à 3, avant même qu'un vote ait eu lieu.

La promotion de l'Iowa et du New Hampshire comme États décisifs et représentatifs du reste de la population signifie qu'il ne reste plus que Nikki Haley pour contester la candidature de Trump. Dans le Nevada, les partis cartellisés ont « truqué » le caucus, comprenant tous les délégués à la convention, en faveur de Trump et ont organisé une primaire qui ne désigne aucun délégué.

Le DNC, pour sa part, a décidé qu'il n'y aurait pas de débat pendant les primaires comme cela se fait habituellement. C'est une manoeuvre pour bloquer toute tentative de contester Joe Biden, comme celle de la part de Robert F. Kennedy Jr. Le RNC et le DNC décideront ensemble des débats présidentiels, des enjeux, de la forme, de la date, du lieu, du nombre, des modérateurs, etc., se comportant encore une fois comme un cartel de type mafieux et non comme des partis politiques.

Les partis cartellisés bloquent également les tentatives des indépendants de se présenter aux élections primaires et générales. La procédure d'inscription sur les listes électorales est très complexe. Chaque État est différent, mais tous exigent un grand nombre de signatures à recueillir en peu de temps, signatures qui sont ensuite contestées par le cartel des démocrates et des républicains, dans le but d'exclure les indépendants du scrutin. Robert F. Kennedy Jr, Cornell West et Jill Stein font partie des candidats indépendants qui envisagent de se présenter à l'élection présidentielle, mais il est très peu probable qu'ils figurent sur le bulletin de vote dans plus de 25 des 50 États.



Le conseil municipal de Chicago vote pour un cessez-le-feu à Gaza, le 31 janvier 2024.

Ces différents exemples mettent en évidence qu'en demeurant dans les discussions pour ou contre Joe Biden ou Donald Trump, ou au dernier scandale, à qui soutient quel candidat et à réagir à de telles nouvelles, nous sommes entraînés dans le narratif des dirigeants plutôt que de partir de notre propre point de vue, celui qui nous avantage et qui sert nos intérêts. Il est nécessaire de prêter attention aux développements, mais ce qui est pertinent, c'est la façon dont la résistance populaire s'exprime, les positions que les travailleurs prennent pour défendre leurs droits ici et à l'étranger, comme les résolutions exigeant un cessez-le-feu adoptées par les syndicats, les villes et les organisations. Chicago, par exemple, où le syndicat des enseignants avait déjà adopté une résolution demandant un cessez-le-feu et où de grandes manifestations se poursuivent, grâce à une

organisation concertée, comme quand la foule a investi l'hôtel de ville, est devenue la plus grande ville américaine à adopter une résolution en faveur d'un cessez-le-feu.

L'organisation pour discuter de l'autre option, celle d'investir le peuple du pouvoir de décider et de la recherche de moyens pour donner une expression à cette politique pendant les élections est déjà en marche et se renforce. Il s'agit notamment d'élaborer ce qui est nécessaire pour une démocratie moderne, pour des États modernes et pour des gouvernements antiguerre. C'est également vrai au niveau international. Il est important de mettre de l'avant le besoin d'États modernes qui donnent du pouvoir au peuple et agissent sur la base du respect et de l'avantage réciproques, qui bloquent l'impunité et sont organisés pour harmoniser les relations entre les États, et non pour intensifier les conflits. C'est l'esprit d'une seule humanité, une seule lutte, où la patrie est l'humanité.

(Voice of Revolution)



L'appui des Travailleurs unis de l'automobile à Biden et la fraude des élections primaires



Les Travailleurs unis de l'automobile américains prennent position en faveur d'un cessez-le-feu à Gaza, 1er décembre 2023.

Un autre exemple de la fraude des primaires est le fait que l'appui des Travailleurs unis de l'automobile (UAW) à Biden est promu comme étant une « grande victoire ». Biden tente d'obtenir l'appui des syndicats face à l'opposition massive qu'ils expriment sur la question du génocide en Palestine et leur revendication d'un cessez-le-feu immédiatement. Les UAW sont l'un des plus importants syndicats à adopter une telle résolution. Plus récemment, un autre syndicat d'importance, le Syndicat international des employés de service (SEIU), avec deux millions de membres, a aussi adopté cette revendication. Le UAW, les Travailleurs de l'électricité unis (UE) et le Syndicat des travailleurs des postes (APWU) ont fait circuler une résolution et plus de 4 500 syndicats locaux partout au pays appuient les revendications appelant à un cessez-le-feu, à l'aide humanitaire immédiate et à la reconnaissance des droits à Gaza et de mettre fin au siège. Le nombre de syndicats et d'autres organisations adoptant des résolutions exigeant un cessez-le-feu augmente sans cesse.

Alors que l'appui du UAW est largement promu comme étant une « grande victoire » pour Biden, ce qu'on oublie de mentionner c'est la position adoptée par les membres pendant les discours à la Conférence du programme d'action communautaire du UAW à Washington, où l'appui a été annoncé. Les travailleurs ont scandé « UAW, UAW, UAW », signifiant qu'ils vont continuer de

parler en leur propre nom sur les questions comme Gaza et sur les questions économiques et de justice sociale. Ce n'était pas « un autre quatre ans » ou des slogans du genre, quoiqu'il y ait eu quelques signes d'appui à Biden. Par moments, l'appel « Cessez-le-feu maintenant » s'est fait entendre et les UAW ont dû continuer à promouvoir cette revendication.

Un appui des UAW ne veut pas dire non plus que tous les travailleurs de l'automobile vont voter pour Joe Biden. Biden a visité le Michigan le 1er février, tentant encore une fois de courtiser les travailleurs de l'automobile tout en refusant de rencontrer les dirigeants des communautés arabes, y compris le maire de Dearborn, une des communautés palestiniennes les plus importantes du pays, dont plusieurs travailleurs de l'automobile. Des gens ont manifesté près de l'endroit où se trouvait Biden, scandant « *Hey Biden, qu'est-ce que t'en penses ? On ne votera pas pour toi le jour des élections* » et « *Palestine libre !* ». Lors d'un rassemblement à l'école secondaire Dearborn, on pouvait lire sur des centaines de pancartes « Abandonnons Biden ». Les élections primaires du Michigan ont lieu le 27 février. C'est surtout un test pour voir quel appui Biden peut obtenir et cela ne reflète aucunement le sentiment du peuple sur le génocide à Gaza ou sur la justice et la démocratie aux États-Unis.



Un autre mécanisme de fraude et de désinformation est l'évocation de scandales, lesquels sont largement promus dans ces élections, surtout avec Donald Trump. En effet, un des rôles de Trump est de veiller à ce que les médias parlent constamment de scandales et d'accusations de persécution dans le but de dépolitiser le peuple davantage, pour que tous les yeux soient rivés sur des personnalités, des scandales et des suppositions. L'objectif est d'éliminer toute politique, l'identification et la défense des intérêts et les efforts pour unir et informer plutôt que de désinformer le public. C'est primordial pour les riches de procéder ainsi pour perpétuer leur pouvoir alors qu'ils ne peuvent résoudre aucun problème et que le peuple est de plus en plus en colère et cherche d'autres voies.

Il est important de ne pas entériner la prémisse des élites dirigeantes au sujet des élections, qui dicte qu'on ne doit débattre que de deux choix, que la direction de l'économie et du pays est une question de personnalités, que la politique et la défense des intérêts et des droits ne font pas partie de l'équation. Il est primordial que nous avancions notre autre voie, celle de la nécessité que le peuple s'investisse du pouvoir et que nous examinions tout de notre point de vue avantageux, de notre prémisse de résistance et de l'élaboration d'une démocratie moderne qui répond aux besoins de notre époque.

(Voice of Revolution)



Note sur la dette publique des États-Unis

Des inquiétudes ont été exprimées aux États-Unis et dans le monde entier quant à l'ampleur de la dette du gouvernement américain, qui s'élève actuellement à 34,14 billions de dollars, dont 26,5 billions sont détenus par le public et 12,1 billions sont des dettes intragouvernementales. Cette somme représente le montant total des emprunts en cours du gouvernement fédéral américain, accumulés depuis la création des États-Unis.

Selon le département du Trésor, le coût net des intérêts sur cette dette s'élevait à 659 milliards de dollars pour l'année fiscale 2023, qui s'est achevée le 30 septembre. Cela représente une

augmentation de 184 milliards de dollars, soit 39 %, par rapport à l'année précédente et près du double par rapport à l'année fiscale 2020. Cette augmentation des paiements d'intérêts signifie que le ratio dette/PIB du gouvernement américain s'élève à 129 %. Cette situation résulte à la fois de l'augmentation de la dette que les États-Unis contractent pour financer leurs dépenses de guerre, d'autres stratagèmes pour payer les riches, y compris les paiements de la dette elle-même, et des hausses répétées des taux d'intérêt de la Réserve fédérale. Cela donne une idée des profits que les banques privées et les producteurs de guerre réalisent sur le dos des citoyens américains et de la fragilité de l'économie américaine.

Pour éviter un défaut de paiement de la dette, le Congrès américain a relevé le plafond de la dette au moins 90 fois au cours du XXe siècle. Il ne l'a jamais réduit. Rien que depuis 1978, il a relevé le plafond d'emprunt 60 fois. Il a également recours à ce qu'on appelle des « mesures extraordinaires ». Il s'agit d'« astuces comptables » que le département du Trésor peut déployer pour empêcher le gouvernement de manquer à ses obligations, notamment en transférant de l'argent d'une agence à une autre lorsque les paiements arrivent à échéance et en suspendant certains nouveaux investissements. La dette comprend les sommes dues à la sécurité sociale, aux fonds de retraite des militaires, à Medicare et à d'autres fonds de retraite. Ainsi, en 2023, la secrétaire au Trésor Janet Yellen a suspendu les nouveaux investissements dans le Civil Service Retirement and Disability Fund et le Postal Service Retiree Health Benefits Fund, sous prétexte que cela empêcherait le gouvernement d'alourdir sa dette. Ces mesures sont limitées et la pression exercée pour en trouver toujours plus a entraîné, ces dernières années, une réduction radicale des programmes sociaux, tels que les programmes de distribution de bons alimentaires et d'aide médicale, ainsi qu'une récupération des paiements de COVID-19.

Le bureau du budget du Congrès informe que :

« Les prestations de sécurité sociale sont versées quatre fois par mois, le troisième jour du mois et trois mercredis par mois (environ 25 milliards de dollars par semaine, soit un total d'environ 100 milliards de dollars par mois).

« Les paiements aux régimes de soins de santé Medicare Advantage et aux régimes de médicaments sur ordonnance Medicare Part D (environ 40 milliards de dollars au total) sont effectués le premier jour du mois.

« Une grande partie de la solde ou des prestations versées aux militaires en service actif, aux retraités de la fonction publique et de l'armée, aux anciens combattants et aux bénéficiaires du revenu de sécurité complémentaire (environ 25 milliards de dollars) est versée le premier jour du mois. Les paiements d'intérêts (dont les montants varient) sont effectués autour du 15 et le dernier jour de chaque mois. »

(www.cbo.gov/publication/58945)



La Conférence de Munich sur la sécurité 2024

Les participants manifestent une obsession morbide de la défaite

La 60e Conférence annuelle de Munich sur la sécurité (CSM) s'est tenue à Munich, en Allemagne, du 16 au 18 février, à un moment où rien ne fonctionne pour les participants qui sont déterminés à faire de l'axiome pragmatique « Rien ne réussit comme le succès » une réalité. Le fait est que même la description que fait la CSM d'elle-même n'est plus vraie. Elle se présente comme « le premier forum mondial de débat sur la politique de sécurité internationale. Il s'agit d'un lieu d'initiatives diplomatiques visant à répondre aux problèmes de sécurité les plus urgents dans le monde ».



Manifestation devant la Conférence de Munich sur la sécurité, 17 février 2024

Cette année, 900 participants étaient présents, dont 50 chefs d'État et de gouvernement, plus de 100 ministres et des représentants de groupes de réflexion, d'ONG et du secteur privé. La ministre des Affaires étrangères du Canada, Mélanie Joly, a participé à la conférence pour « souligner le soutien continu du Canada à l'Ukraine face à la guerre d'agression de la Russie », les efforts du Canada pour « renforcer l'ordre international fondé sur des règles » ainsi que pour « discuter de la crise au Moyen-Orient ». La ministre a également rencontré ses homologues du G7 lors d'une réunion distincte en marge de la CSM.

Le thème de la conférence de cette année était « Lose-Lose ? » (Perdant-Perdant ?), qui était également le titre du rapport annuel de la CSM cette année. Ce titre semble aborder l'échec des efforts déployés l'un après l'autre en politique étrangère par l'alliance États-Unis/OTAN et l'Union européenne pour établir leur hégémonie sur les peuples. Leurs politiques au nom de la lutte contre le terrorisme et pour garantir la paix, la sécurité, la démocratie et la prospérité ont plutôt conduit le monde au bord de désastres d'une ampleur sans précédent, notamment des famines, des catastrophes environnementales et le massacre de millions et de millions de personnes que les riches considèrent jetables et dont ils ont provoqué les migrations mais avec lesquelles ils ne veulent rien avoir à faire.

Au lieu d'analyser la réalité qui se déroule sous nos yeux, les auteurs du rapport recourent aux schibbolets de la guerre froide. Le cadre qu'ils adoptent donne le contexte d'une augmentation des crises et des tensions géopolitiques qui engloutissent le monde et tire la conclusion que de nombreux pays choisissent de plus en plus de s'occuper de leurs propres intérêts au détriment de la coopération mondiale. Les auteurs affirment que cela donnera lieu à une « dynamique perdant-perdant » qui « sape l'ordre international existant qui, malgré tous ses défauts, peut encore contribuer à faire croître le proverbial gâteau au bénéfice de tous ».

Une fois qu'il n'est même pas reconnu qu'accepter le génocide qu'Israël commet contre le peuple palestinien « sape l'ordre international existant », que reste-t-il ?

Décrire les sujets discutés à la CSM cette année comme « la guerre en cours en Ukraine et la crise à Gaza, ainsi que l'unité européenne, les relations avec la Russie, la Chine et l'Inde et d'autres sujets » est totalement vide de sens. En fait, la mort d'Alexeï Navalny, qu'on a présenté comme l'opposition principale à Vladimir Poutine à l'élection, un associé connu de la CIA et, selon le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg, un bon ami de l'OTAN, qui a été annoncée le premier jour de la CSM, a suscité plus de tristesse parmi les participants à la conférence que le nombre croissant de morts et de victimes du génocide sioniste à Gaza. Plus de 30 000 personnes ont été tuées à Gaza au cours des quatre derniers mois par la machine à tuer sioniste israélienne et beaucoup d'autres ont été mutilées ou ont disparu, mais la situation en Palestine a reçu beaucoup moins d'attention que la

situation en Ukraine. Les participants du CSM n'ont pas non plus été troublés le moins du monde par la mort de citoyens ukrainiens et du nombre de soldats utilisés comme chair à canon pour alimenter la guerre par procuration criminelle des États-Unis /OTAN. Ce que les États-Unis demandent, et ce que le nombreux pays qui participent à ce forum mal nommé sur la sécurité soutiennent, c'est de forcer l'Ukraine à se battre jusqu'au dernier Ukrainien.

L'un des principaux thèmes répétés à maintes reprises par les orateurs, comme la vice-présidente des États-Unis, Kamala Harris, la présidente de l'UE, Ursula von der Leyen, le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, et d'autres, était l'importance cruciale pour l'« Occident » de continuer à soutenir l'Ukraine dans sa guerre pour « la liberté et la démocratie » et « nos valeurs » contre la Russie.

Le discours sur « nos valeurs » est censé être un exemple parfait de ce qu'exige la « coopération mondiale ». Tous ont déclaré que l'Ukraine se trouvait sur la ligne de front d'un monde de démocratie et de liberté menacé par la Russie, la Chine et leurs alliés comme l'Iran et la République populaire démocratique de Corée. Ils ont également affirmé que le président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, et le président de la Chine, Xi Jinping, avaient des ambitions expansionnistes et qu'une défaite militaire face à la Russie en Ukraine « encouragerait » ces « autocrates » à s'emparer d'autres territoires.

Bien entendu, aucun des accusateurs n'a présenté de preuves à l'appui de ces affirmations. Peut-être pensent-ils que le son de leur propre voix étouffera les cris des mères et des enfants en pleurs de Gaza, du Soudan et de ceux qui meurent dans les eaux du Rio Grande, à la frontière sud des États-Unis.

Un autre thème abordé lors de la conférence était les énormes difficultés rencontrées par l'UE et l'OTAN pour fournir des armes à l'Ukraine. Malgré un investissement de quelque 88 milliards de dollars américains au cours des deux dernières années pour fournir à l'Ukraine des formations et des armes, la Russie n'a pas été vaincue mais, au contraire, ses forces armées gagnent en puissance et en expérience. Le seul espoir des forces des États-Unis /OTAN est de créer les conditions pour que la guerre se poursuive pendant des années. Les discussions sur la manière d'acheter et de fournir des armes à l'Ukraine reposent sur ce scénario, comme si les peuples d'Ukraine, les peuples du monde et les pays qui travaillent à l'établissement d'un ordre mondial basé sur l'égalité et la résolution pacifique des problèmes n'avaient pas leur mot. Le président de l'Ukraine, Volodymyr Zelensky, a une nouvelle fois appelé la conférence à envoyer davantage d'armes et de munitions, affirmant que sans cette aide, l'Ukraine perdrait la guerre et, en répétant ce que prétendent les États-Unis/l'OTAN, que cela entraînerait l'invasion des États baltes par la Russie.

En réponse, la présidente de l'UE, Ursula von der Leyen, a déclaré que « l'Europe doit renforcer sa base industrielle. (...) Je suis une transatlantiste convaincue et, en même temps, nous devons construire une Europe forte, ce qui va de pair ». Elle a indiqué que l'Union européenne présentera une proposition visant à augmenter les dépenses de défense, à accroître l'efficacité des acquisitions conjointes et des accords qui offrent « des prévisions à l'industrie » et une meilleure interopérabilité » entre les forces armées européennes. Exactement ce que les peuples européens voulaient entendre ! Elle a ajouté qu'en concentrant les dépenses en Europe sur la création de « bons emplois », les « contribuables européens » qui paient la facture seront servis. Dans ses commentaires lors d'une table ronde, Ursula von der Leyen a également indiqué que l'Ukraine doit être intégrée dans les programmes de défense européens et que l'UE ouvrirait un bureau à Kiev pour faciliter cette intégration.

Par ailleurs, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et maintenant le Danemark ont conclu des accords individuels avec l'Ukraine dans le but, pensent-ils, de contourner l'inadmissibilité de l'Ukraine au sein de l'OTAN et de l'UE et de la maintenir à flot. Cela a déjà accru les conflits au sein de l'UE, d'autant plus que l'Allemagne cherche à renforcer son rôle et ses relations indépendamment de l'UE.

Pour sa part, Jens Stoltenberg a noté que « les alliés européens de l'OTAN et le Canada augmentent

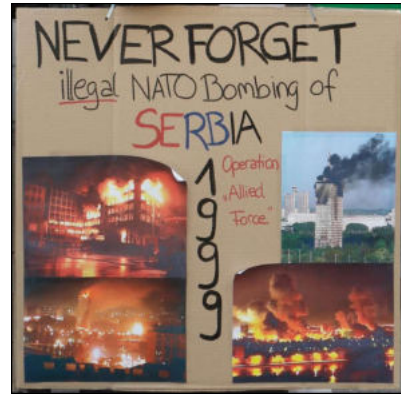
leur aide à Kiev » et qu'il y a « un besoin vital et urgent pour les États-Unis de décider d'un ensemble de mesures pour l'Ukraine ». Le président Biden continue d'appeler le Congrès à adopter ce qui est actuellement un train de mesures de 95 milliards de dollars pour l'Ukraine, Israël et Taïwan, en promouvant que 40 milliards de dollars de cette somme iraient aux emplois américains liés aux monopoles de guerre.

Tout cela montre que les États-Unis, l'OTAN et l'UE n'ont aucune idée de ce qu'il faut faire avec la Russie et son plan de dénazification de l'Ukraine. L'espoir initial de voir l'Ukraine repousser rapidement l'« invasion » russe s'est évanoui. La seule stratégie des États-Unis et de leurs alliés de l'OTAN, y compris de l'UE, consiste à jeter de l'huile sur le feu dans l'espoir d'épuiser la Russie. Loin d'unifier la bureaucratie américaine ou l'Europe, la guerre n'a fait qu'accentuer les divisions et les luttes de factions, attisant l'opposition des peuples partout dans le monde.

Ce qui est complètement absent de tout cela, c'est qu'il est devenu clair que le peuple ukrainien lui-même veut un règlement négocié pour mettre fin à la guerre, tout comme les peuples d'Europe, des États-Unis, du Canada et d'autres pays. Alors qu'il est évident que cela se fera aux conditions de la Russie, les peuples de Finlande et de Suède se prépareraient à la guerre, rassembleraient des rations alimentaires et parleraient de plans d'évacuation et d'abris anti-bombes à la lumière de la propagande de guerre que leurs gouvernements ont déclenchée dans le cadre de l'adhésion à l'OTAN, la Finlande étant nouvellement admise et la Suède attendant d'y adhérer.

Les peuples d'Europe, qui ont souffert de deux guerres mondiales, ne veulent pas de la guerre ni que leurs pays soient transformés en bases pour les intérêts anglo-américains.





L'Alliance d'action contre la conférence de sécurité de l'OTAN a organisé des manifestations contre la Conférence de Munich sur la sécurité 2024 le 17 février 2023. La manifestation a commencé avec une chaîne humaine dans la zone piétonne et une marche qui a encerclé symboliquement l'hôtel de luxe où se tenait la conférence.

(Avec des informations de la Conférence de Munich sur la sécurité de Munich et du gouvernement du Canada)



Tout en oeuvre pour faire du Canada une zone de Paix!
Les préparatifs pour le 75e anniversaire
de l'OTAN se poursuivent



Le 31 janvier, le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg s'est adressé au Heritage Foundation à Washington où il a fait écho à l'hystérie belliciste de l'administration américaine sur la nécessité d'investir davantage dans la défense pour préserver l'hégémonie des États-Unis. Il avait aussi des mots d'encouragement pour les dirigeants américains et leurs boîtes à « experts » à propos

des bienfaits des guerres et de l'hystérie guerrière de l'OTAN et des États-Unis pour l'économie américaine.

Il n'y a pas de notion plus intéressée que celle des « bienfaits pour l'économie des États-Unis » – puisque chaque augmentation des paiements à l'Ukraine et à Israël et pour la « défense » plonge les États-Unis dans la dette, celle-ci étant maintenant de l'ordre de 34,14 billions de dollars. Dans son adresse au Heritage Foundation, Jens Stoltenberg a souligné que les alliés avaient récemment accepté de se procurer pour 120 milliards de dollars d'armes auprès de compagnies de défense américaines. « Ce que les alliés achètent fait la force des entreprises américaines, a dit Stoltenberg. L'OTAN est donc une bonne affaire pour les États-Unis. » C'est le même point de vue que promeut avec enthousiasme le président Joe Biden. Non seulement ce point de vue est-il moralement corrompu, puisque ces forces militaires servent à commettre des agressions, mais il omet de dire que c'est de l'argent emprunté et que c'est le peuple américain qui doit payer les 659 milliards en intérêt sur la dette en 2023 aux dépens des programmes sociaux.

Alors que Jens Stoltenberg était à Washington, la sous-secrétaire d'État aux Affaires politiques Victoria Nuland était en Ukraine où elle a eu une rencontre avec le ministre ukrainien des Affaires étrangères Dmytro Kuleba. Ce dernier a dit qu'ils ont discuté d'une coopération accrue dans l'industrie de la défense, de l'utilisation des avoirs russes gelés, de la soi-disant « Formule de paix » du président ukrainien Zelenski, dont le prérequis est la capitulation de la Russie, et des préparatifs pour le sommet de l'OTAN du 9 au 11 juillet 2024 à Washington.

Pour ce qui est du statut de l'Ukraine au sein de l'OTAN, le périodique américain *Foreign Policy* a cité une douzaine de représentants des États-Unis, anciens et actuels, qui disent que l'Ukraine et certains de ses plus grands soutiens, y compris la Pologne et les États baltes, veulent que l'Ukraine soit acceptée au sein de l'OTAN à l'occasion de son prochain sommet. Cependant, jusqu'ici, les États-Unis et l'Allemagne – les deux plus grands fournisseurs d'aide militaire à l'Ukraine – continuent de dire que le moment n'est pas propice. Plutôt, disent-ils, les pays de l'OTAN devraient s'en tenir à continuer de fournir des armes à l'Ukraine.



Deuxième anniversaire de la guerre par procuration des États-Unis/OTAN en Ukraine

L'échec de la politique étrangère des États-Unis souligne la nécessité de nouveaux arrangements fondés sur la défense de la paix

– Hilary Leblanc –

Ce 24 février marque le deuxième anniversaire du déclenchement de la guerre par procuration des États-Unis et de l'OTAN en Ukraine. Ce conflit est le produit des objectifs impérialistes d'expansion de l'OTAN pour encercler et déstabiliser la Russie. Des années d'ingérence étrangère en Ukraine pour soumettre ce pays à ces objectifs ont notamment consisté à inciter des forces réactionnaires et néonazies en Ukraine à prendre le pouvoir par le coup d'État de Maïdan en février 2014. Ces forces réactionnaires ont ensuite brutalement attaqué les citoyens ukrainiens russophones dans les régions orientales du pays au cours des années qui ont précédé février 2022. Il s'agissait non seulement de lois dénigrant la langue russe, mais aussi de meurtres et de massacres perpétrés par des néonazis avec le soutien des autorités. Tous ces événements ont été couverts par un déluge de désinformation destiné à créer un soutien à la guerre des États-Unis et de l'OTAN contre la Russie, en utilisant l'Ukraine comme intermédiaire.

Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a déclaré aux journalistes lors d'une conférence téléphonique le 7 février que les objectifs de la Russie en Ukraine étaient toujours d'actualité, les

énumérant comme suit : « La démilitarisation, la dénazification et la garantie de la sécurité des personnes vivant dans les régions qui sont déjà devenues russes, en les protégeant des attaques directes et en leur sauvant la vie.

« En outre, dans un sens plus large, il s'agit d'assurer la sécurité de la Fédération de Russie face aux tentatives de détruire le statut de neutralité de l'Ukraine, de l'intégrer à l'OTAN et de rapprocher l'infrastructure militaire de l'OTAN des frontières de notre pays. »



Dans un discours prononcé à la fin de l'année 2023, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a déclaré que la Russie ne percevait « aucun intérêt de la part des États-Unis ou de l'OTAN à parvenir à un règlement juste du conflit en cours en Ukraine. Ils ne veulent pas entendre parler de nos préoccupations, et encore moins s'engager dans des discussions sérieuses pour résoudre nos divergences fondamentales. Au contraire, l'Occident fait tout pour aggraver la crise ukrainienne, ce qui crée actuellement des risques stratégiques supplémentaires. » Lavrov a déclaré que ce n'est pas la Russie qui refuse de négocier, mais plutôt les gouvernements des pays de l'OTAN qui, en avril 2022, ont interdit à l'Ukraine de signer un traité déjà convenu en vue de parvenir à un règlement avec la Fédération de Russie. Lavrov a souligné que la Russie n'a jamais refusé les pourparlers. « Toutefois, a-t-il ajouté, ceux qui le font devraient se rendre compte que plus ils font traîner les choses, plus il sera difficile de parvenir à un accord par la suite. Nous voyons aujourd'hui que cette prédiction se réalise. Il n'y a aucun espoir que la Russie soit 'vaincue'. »

Les États-Unis affirment que leur soutien à l'Ukraine est inébranlable, même si Joe Biden n'a pas encore réussi à obtenir des fonds supplémentaires malgré des mois d'efforts. En outre, les États-Unis ont clairement indiqué que l'Ukraine ne sera pas de sitôt membre de l'OTAN et qu'elle ne peut donc pas invoquer l'article 5 de la Charte de l'OTAN pour apporter ouvertement des renforts au nom de la « défense collective ». Les guerres en cours garantissent d'énormes profits aux fabricants d'armes, quelle qu'en soit l'issue. Comme l'a récemment souligné Joe Biden, 40 des 95 milliards de dollars de financement pour l'Ukraine et Israël actuellement débattus au Congrès iront aux monopoles de la guerre. Il a tenté de gagner le soutien pour l'Ukraine et pour le génocide en Palestine en prétendant que cela signifiait plus d'emplois. Il a obtenu comme réponse des manifestations massives de soutien à la Palestine à San Francisco et ailleurs.

Les impérialistes américains attendent de l'Ukraine qu'elle se batte jusqu'au dernier Ukrainien, même si, deux ans après le début de la guerre par procuration, le régime réactionnaire corrompu qui

la dirige est soutenu militairement et économiquement, ainsi qu'en termes de régime politique, par l'extérieur. Il n'y a aucune perspective d'issue pour l'Ukraine, si ce n'est des négociations avec la Russie pour une sécurité mutuelle, y compris l'élimination de la menace de l'expansion de l'OTAN.

Il s'agit là d'un nouvel échec cuisant de la politique étrangère des États-Unis, du Canada et des grandes puissances européennes, au prix tragique de centaines de milliers de vies ukrainiennes et de nombreuses vies russes. Cela souligne la nécessité pour les peuples du monde de ne pas se laisser décourager par la désinformation selon laquelle les impérialistes peuvent résoudre tous les problèmes auxquels l'humanité est confrontée. Il est important que les travailleurs élaborent leur propre point de vue en identifiant et en défendant leurs propres principes et intérêts, et non en se basant sur les calculs pragmatiques des impérialistes. Ils doivent discuter de ce qui est nécessaire pour défendre la cause de la paix internationale et tirer les conclusions qui s'imposent des événements survenus en Ukraine, en Palestine et ailleurs au cours des deux dernières années et plus.

Les difficultés militaires de l'Ukraine

L'Ukraine a sacrifié la vie de centaines et de milliers de soldats et des milliers d'autres ont été blessés et handicapés. Elle a un besoin urgent de troupes et de munitions supplémentaires. L'armée ukrainienne a appelé à la conscription forcée de 500 000 soldats supplémentaires.

Outre le manque de personnes physiquement aptes et en âge d'être enrôlées, l'économie ukrainienne ne peut supporter un tel nombre de soldats supplémentaires. Les conflits entre les forces en présence sont tels que le commandant des forces armées ukrainiennes, Valery Zaloujny, a été démis de ses fonctions le 8 février, tandis qu'un projet de loi visant à élargir la conscription et à imposer des sanctions plus sévères en cas de refus a dû être amendé et se trouve toujours en commission au parlement ukrainien. Une indication de l'opposition à la guerre en Ukraine est l'information selon laquelle il y a 9000 cas de poursuites criminelles pour résistance à la conscription.

Le colonel-général Oleksandr Syrskyi, précédemment commandant des forces terrestres de l'Ukraine, a pris la tête de l'armée ukrainienne. Oleksandr Syrskyi a commandé les troupes ukrainiennes contre la population des régions orientales de Donetsk et de Lougansk en 2014, ce qui lui a valu le surnom de « léopard des neiges ». Il est également connu sous le nom de « boucher » pour avoir créé un « hachoir à viande » dans la défense de Bakhmout. Deux autres commandants nommés par Volodymyr Zelensky ont également combattu dans l'est de l'Ukraine en 2014 et un autre, nommé commandant des forces de défense territoriale, travaillait au ministère de l'Intérieur et dirigeait les troupes intérieures lors du massacre des manifestations du Maïdan en 2014. Tous ont une association connue au bataillon néonazi Azov. En janvier, Oleksandr Syrskyi a déclaré que les forces terrestres étaient désormais en « défense active » et ne tentaient plus de gagner des territoires après la contre-offensive ratée de l'année dernière. En fait, le 17 février, l'armée ukrainienne s'est retirée de la ville de Avdiïvka, où des combats intenses ont eu lieu pendant des mois.

Le fait que les criminels des États-Unis et de l'OTAN refusent les négociations et exigent que la guerre se poursuive est illustré par les appels du Conseil atlantique de l'OTAN demandant à l'Ukraine de « tenir la ligne de front » et de rester sur la défensive dans ce qu'ils admettent être une guerre d'usure. Le Conseil admet également que les engagements de l'Union européenne (UE) et des États-Unis en matière d'aide et de fournitures sont confrontés à de graves problèmes. Les États-Unis, qui étaient auparavant le principal bailleur de fonds militaire de l'Ukraine, n'ont pas été en mesure, depuis l'automne dernier, de procéder à des livraisons d'armes substantielles. Après deux ans, et avec les armes destinées à Israël également, le manque d'équipement militaire et d'armement des États-Unis est tel que l'on craint que si les États-Unis devaient mener une guerre majeure, ils seraient incapables de le faire par manque d'approvisionnement.

Il est rapporté que les forces ukrainiennes en première ligne manquent de munitions. Dans une lettre adressée aux ministres de la Défense de l'Union européenne, le ministre ukrainien de la Défense, Rustem Umerov, a demandé davantage de munitions, expliquant que les forces

ukrainiennes sont rationnées à seulement 2 000 tirs obus par jour. Cela ne représente qu'un tiers de la capacité de la Russie, a-t-il ajouté. Au cours de l'été 2023, l'Ukraine avait pu tirer 7 500 obus par jour. La ligne de front s'étend sur 1 500 kilomètres.

En mars 2023, l'Union européenne, un bloc de 27 pays, s'était engagée à fournir un million d'obus avant mars 2024, mais elle affirme aujourd'hui que seulement 524 000 obus seront livrés à l'Ukraine à la date convenue. Seulement 300 000 obus ont été livrés après sept mois. L'Union européenne affirme qu'elle sera en mesure d'envoyer un total de 1,1 million d'obus d'ici la fin de l'année 2024. À l'automne 2023, le grand fabricant d'armes norvégien Nammo a déclaré que la capacité de production annuelle de l'Europe n'était que de 500 000 obus. À ce stade, tout en exigeant la poursuite de la guerre, les États-Unis et l'Union européenne sont incapables de fournir à l'Ukraine les munitions et les fournitures dont elle a besoin, ce qui accroît son désespoir.

Autre exemple de désaccord en Europe, la Grande-Bretagne a augmenté son aide militaire à l'Ukraine de 2,5 milliards de livres (3,2 milliards de dollars américains), ce que le premier ministre britannique Rishi Sunak a qualifié de « plus important programme d'aide depuis le début de la guerre ». Cette aide, qui comprend divers armements et la formation de troupes, ferait de la Grande-Bretagne le deuxième fournisseur européen d'aide militaire à l'Ukraine, après l'Allemagne.

Le 16 février, l'Allemagne, premier donateur militaire de l'Union européenne à l'Ukraine, a signé un « accord de sécurité à long terme » avec l'Ukraine, dans le but de renforcer son influence. Rien que cette année, l'Allemagne aurait promis 7 milliards d'euros (7,6 milliards de dollars américains) d'aide militaire à l'Ukraine. Cette aide va directement à l'Ukraine et contourne le fonds de guerre de l'UE, appelé la Facilité européenne pour la paix (FEP).

Selon les règles de l'Union européenne, l'Allemagne, en tant que première économie, est responsable de 1,3 milliard d'euros sur les 5 milliards d'euros d'aide militaire que l'Union européenne prévoit d'accorder à l'Ukraine cette année. L'Allemagne affirme que son financement direct à l'Ukraine est pris en compte et qu'elle ne devrait pas avoir à fournir d'aide supplémentaire. La France, qui a également signé un accord de sécurité bilatéral avec l'Ukraine, insiste sur le fait que la FEP ne devrait servir qu'à financer les producteurs d'armes européens. La Hongrie, qui s'oppose toujours à l'adhésion de la Suède à l'OTAN, a également bloqué les versements prévus de la FEP à l'Ukraine.

Le Danemark vient également de signer un accord de sécurité bilatéral avec l'Ukraine. Cet accord prévoit un soutien de 1,8 milliard d'euros cette année. Le Danemark soutiendra également les efforts visant à garantir le plein potentiel des avions de combat F-16 promis à l'Ukraine dans le cadre de la coalition aérienne, en fournissant des chasseurs, des munitions, des simulateurs, de la formation et de l'entretien, a annoncé Volodymyr Zelensky.

L'une des principales raisons des difficultés rencontrées par l'Union européenne et les États-Unis est l'opposition persistante et généralisée à la guerre et à son financement. L'opposition à la guerre et au financement de la guerre est très répandue, notamment chez les agriculteurs qui ont manifesté par dizaines de milliers dans toute l'Europe pour dénoncer leurs conditions de vie et de travail insoutenables.

La guerre des États-Unis/OTAN nuit à l'économie de l'Ukraine

En novembre 2023, le ministre ukrainien des Finances, Serhiy Marchenko, a déclaré que l'Ukraine risquait de connaître une grave récession économique en 2024 si les États-Unis et les autres pays de l'OTAN ne parvenaient pas à réunir suffisamment de fonds pour combler un énorme trou dans son budget. Ce trou est principalement dû au financement massif de la guerre et à la corruption. Les fonctionnaires du ministère des Finances ont déclaré qu'ils s'attendaient à recevoir 41 milliards de dollars d'aide internationale en 2024 et que l'Ukraine s'attendait à un déficit budgétaire d'environ 43 milliards de dollars en 2024.

Le 1er février, l'Union européenne a approuvé un accord visant à mettre en place un plan de 50 milliards d'euros pour maintenir à flot un gouvernement ukrainien autrement en faillite. « Les 27 chefs d'État et de gouvernement sont parvenus à un accord politique qui nous permettra de mobiliser 50 milliards [d'euros] supplémentaires dans le cadre de la Facilité pour l'Ukraine », a déclaré Charles Michel, président du Conseil européen. Le fonds spécial, connu sous le nom de la Facilité pour l'Ukraine, combine 33 milliards d'euros de prêts et 17 milliards d'euros de dons et sera progressivement déboursé à partir de 2024-2027. Il est bien connu que les prêts signifient plus de dettes, de paiements d'intérêts et de contrôle de la part des financiers européens. Ceci est évident dans la demande que les prêts soient conditionnés à ce que l'Ukraine fasse ce que l'Europe et les États-Unis ne peuvent pas faire, c'est-à-dire mettre fin à la corruption et à la fraude.

En mars 2023, le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé un nouveau programme de prêt de 48 mois pour l'Ukraine, d'une valeur de quelque 15,6 milliards de dollars. En décembre 2023, le FMI a approuvé un décaissement de 900 millions de dollars pour l'Ukraine, ce qui porte le financement total du FMI pour 2023 à 4,5 milliards de dollars. En 2024, l'Ukraine devrait recevoir 5,4 milliards de dollars du FMI. Chaque tranche est liée à une série de mesures qui renforcent le contrôle de l'oligarchie financière mondiale sur l'Ukraine. En outre, l'Ukraine attend également environ 1,5 milliard de dollars d'autres institutions financières internationales, dont la Banque mondiale, l'année prochaine. Si les fonds promis par l'Union européenne, le FMI et les États-Unis se concrétisent, ce qui est hautement improbable, cela représente environ 30 milliards de dollars sur les 41 milliards dont l'Ukraine dit avoir besoin pour éviter la faillite cette année. Le résultat est que l'Ukraine est détenue en bloc par des institutions financières étrangères.

Le premier ministre hongrois Viktor Orban a décrit l'Ukraine comme un État en faillite et a déclaré que le soutien financier visait à empêcher son effondrement complet. Il a dit que « l'économie ukrainienne est branchée à une machine de maintien des fonctions vitales. Sans le soutien de l'Union européenne et des États-Unis, il n'y aurait ni salaires, ni pensions, ni institutions fonctionnelles, et 'fermer boutique' serait la seule option restante. »



Le Canada doit se retirer de l'Ukraine et soutenir une fin négociée de la guerre par procuration des États-Unis/OTAN

– Nick Lin –

Deux ans de guerre par procuration des États-Unis/OTAN en Ukraine ont mis en évidence le fait que le Canada a besoin d'un gouvernement antiguerre qui mène une politique étrangère indépendante. Au lieu de cela, le gouvernement libéral de Justin Trudeau a multiplié les moyens par lesquels le Canada s'est retrouvé de plus en plus entraîné financièrement, militairement et politiquement dans cette opération visant à élargir l'OTAN et à encercler la Russie, le tout au diktat des États-Unis et de l'OTAN.

Lors de sa dernière visite en Ukraine, le 2 février, la ministre des Affaires étrangères Mélanie Joly a promis le soutien « indéfectible » du Canada « jusqu'à la fin de la guerre et au-delà ». Un communiqué de presse d'Affaires mondiales Canada quantifie ce soutien comme suit : « Ce soutien s'est traduit notamment par une aide financière de plus de 9,7 milliards de dollars à l'Ukraine, dont plus de 2,4 milliards de dollars en aide militaire, allant des véhicules blindés aux munitions d'artillerie en passant par les chars Leopard 2. »

Mélanie Joly était en Ukraine pour le lancement de la Coalition internationale pour le retour des enfants ukrainiens, une initiative conjointe du Canada et de l'Ukraine visant à résoudre la question controversée de ce que l'Ukraine et ses partisans qualifient de « déportation illégale et transfert forcé d'enfants ukrainiens par la Fédération de Russie ». Vingt-huit pays feraient partie de cette

coalition et le Canada en assurerait la coprésidence avec l'Ukraine. Le communiqué de presse d'Affaires mondiales Canada précise : « En tant que coprésident, le Canada travaillera en étroite collaboration avec l'Ukraine pour organiser la Coalition, soutenir le dialogue, et l'échange d'informations et pour coordonner les messages clés entre les principales parties prenantes. Nous mettrons l'accent sur l'amplification des nombreux efforts existants et le partage des enseignements tirés, en particulier ceux qui ont abouti au retour des enfants. » Il poursuit en affirmant que le Canada « offrira une expertise pratique grâce aux représentantes et représentants canadiens disposés à aider leurs homologues ukrainiens advenant que ceux-ci aient besoin d'une expertise technique ou de ressources ».



Piquetage à Windsor à l'occasion du premier anniversaire de la guerre par procuration des États-Unis/OTAN en Ukraine, le 25 février 2023

Ce que fait réellement la coalition et le rôle qu'y joue le Canada ne sont pas clairs, d'autant plus que l'Ukraine refuse d'entamer des négociations avec la Russie. C'est particulièrement le cas lorsqu'il s'agit de discussions sur la question centrale de la fin des combats, qui est décisive pour assurer le bien-être des enfants et résoudre les problèmes liés à leur déplacement. Cela soulève la question de l'objectif réel de cette coalition.



Piquet antiguerre d'Edmonton lors du premier anniversaire de la guerre par procuration des États-Unis/OTAN en Ukraine, le 25 février 2023

Même si l'on prend cette coalition au pied de la lettre, la participation du Canada soulève la question de son expertise en ce qui concerne les enfants enlevés de force à leur famille. En ce qui concerne les questions de genre et la situation des femmes, le *modus operandi* du gouvernement canadien est d'utiliser sa prétendue expertise en la matière sur la scène internationale afin de donner

un visage humanitaire à l'intervention, à l'agression et à l'occupation impérialistes dans le monde. Pendant ce temps, les filles et les femmes les plus vulnérables du Canada sont laissées à elles-mêmes. De même, les Canadiens, les Québécois et surtout les peuples autochtones savent que lorsqu'il s'agit de l'« expertise » du Canada sur les enfants retirés de force à leur famille et privés de leur culture, il n'en ressort rien de positif et le Canada est accusé de génocide pour ses actes répréhensibles.

Mélanie Joly a également rencontré le président Volodymyr Zelensky et le ministre des Affaires étrangères Dmytro Kuleba pour discuter des « engagements bilatéraux à long terme en matière de sécurité avec l'Ukraine, aux côtés de ses partenaires du G7 ». Les médias ukrainiens ont rendu compte de ces réunions de manière superficielle et n'ont rien présenté de substantiel comme résultat de ces rencontres.

Désinformation continue sur les collaborateurs nazis et les fausses allégations d'opposition au génocide

Alors que le gouvernement Trudeau s'engage à apporter le soutien indéfectible du Canada à l'Ukraine, il n'a toujours pas réussi à prendre ses distances avec l'affaire Yaroslav Hunka, ce membre connu des Waffen SS qui a reçu deux ovations au Parlement. Cette débâcle est révélatrice de la question plus large du soutien de longue date du Canada aux collaborateurs nazis et de son soutien éhonté aux réactionnaires et aux néonazis qui ont pris le pouvoir en Ukraine en 2014.

Des informations récentes nous apprennent que non seulement le collaborateur nazi sans complexe Yaroslav Hunka a été applaudi au Parlement en septembre 2023, mais qu'il a été invité par le Cabinet du premier ministre à une réception pour le président Volodymyr Zelensky. L'invitation aurait été demandée par le Congrès ukrainien canadien (CUC). C'en est fini de l'affirmation du gouvernement selon laquelle il ne connaissait pas et ne savait pas qui était Yaroslav Hunka.

Quant au CUC, son rôle, depuis sa création, s'inscrit dans le cadre des accords d'après-guerre visant à aider les collaborateurs nazis et les criminels de guerre à échapper à la justice en leur offrant un refuge et une légitimité au Canada. L'État les a utilisés ensuite contre les travailleurs canadiens. En ce qui concerne cet incident, il ne s'est pas excusé pour le scandale international que l'affaire Hunka a provoqué, tandis que le gouvernement canadien attribue la débâcle à la « désinformation russe ». À ce jour, le nom de Yaroslav Hunka apparaît sur le site web du CUC en tant que membre des « Amis du CUC », comme l'un de ses contributeurs financiers. Il est clair que le CUC ne rend des comptes à personne, si ce n'est à ceux qui partagent ses politiques réactionnaires étroites, et pourtant les libéraux de Justin Trudeau lui ont donné le privilège de définir la politique étrangère du Canada en ce qui concerne l'Ukraine.

Tout cela n'est que désinformation et dissimulation du rôle inacceptable joué par l'État canadien depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, qui est d'empêcher les collaborateurs nazis impénitents d'être traduits en justice pour crimes de guerre. La désinformation sur le verdict historique contre le nazisme et les collaborateurs nazis a pour but d'ouvrir la voie à l'impérialisme américain, à ses partisans, clients et mandataires, ainsi qu'à l'OTAN, pour qu'ils commettent d'autres crimes contre les peuples dans le présent.

Un exemple récent de la façon dont l'État canadien utilise la désinformation historique pour justifier des crimes dans le présent est la déclaration publiée par le cabinet du premier ministre à l'occasion de la Journée internationale de commémoration de l'Holocauste, le 27 janvier, jour où les personnes emprisonnées dans le camp de concentration nazi d'Auschwitz ont été libérées par l'Armée rouge en 1945. Tout d'abord, la déclaration ne précise nulle part quelles forces ont libéré Auschwitz, ni ne mentionne les sacrifices sans précédent des peuples soviétiques pour stopper la machine de guerre nazie. Cette histoire explique en partie l'hostilité de la Fédération de Russie à l'égard des réactionnaires au pouvoir en Ukraine et des néonazis qui ont le champ libre au déchaînement de leur armée, ainsi que la raison pour laquelle la Russie considère qu'il est nécessaire de dénazifier l'Ukraine.

Deuxièmement, le premier ministre prétend « honorer la mémoire des plus de six millions de juifs qui ont été assassinés pendant l'Holocauste », mais il ne mentionne pas qu'au total, quelque 17 millions de personnes ont été exécutées pendant l'Holocauste perpétré par les nazis dans les camps de la mort et ailleurs, y compris de nombreuses personnes tuées parce qu'elles étaient des communistes, des résistants, des Roms, des prisonniers de guerre ou appartenaient aux nombreuses autres « catégories » considérées comme « inférieures ». Il ajoute : « Le 27 janvier de chaque année, à l'occasion de l'anniversaire de la libération du camp de concentration d'Auschwitz-Birkenau en 1945, nous unissons nos voix et promettons 'Plus jamais'. Ce jour-là, et dans les semaines qui ont suivi, le monde a pu constater l'ampleur réelle des massacres, de la famine systémique et du génocide qui ont eu lieu. »

Avec cette interprétation de l'Holocauste et de sa signification, au nom de l'opposition au génocide et du respect des mots « plus jamais ça », le gouvernement canadien sert de valet au génocide des Palestiniens par les sionistes israéliens, en utilisant les méthodes répugnantes et inhumaines des nazis hitlériens.

Quel que soit l'angle sous lequel on examine la question, l'État canadien agit par intérêt lorsqu'il prétend s'opposer au génocide ou lorsqu'il désinforme sur la situation en Ukraine et ailleurs. Cette situation est inacceptable et ne doit pas être tolérée.

Les travailleurs doivent continuer de s'exprimer et d'exiger que le Canada se retire de l'Ukraine, qu'il appelle à une fin négociée de la guerre par procuration des États-Unis/OTAN, qu'il se retire de l'OTAN et qu'il demande le démantèlement de l'OTAN.



L'exercice militaire Steadfast Defender 24 de l'OTAN

Non aux préparatifs de guerre des États-Unis/OTAN! Démantelez l'OTAN!

L'OTAN a annoncé que l'exercice militaire Steadfast Defender 24, qu'elle appelle « l'exercice militaire de l'OTAN le plus important depuis la guerre froide » a commencé le 24 janvier et prendra fin en juin. Ce jeu de guerre en temps réel mobilisera 90 000 soldats de 31 pays de l'OTAN, dont le Canada, ainsi que la Suède, qui doit se joindre à l'OTAN sous peu. C'est le principal jeu de guerre de l'OTAN dans l'année qui vient. Ce seront des exercices nationaux et multinationaux à grande échelle menés dans divers endroits – plus particulièrement en Finlande, Estonie, Allemagne, Grèce, Hongrie, Lettonie, Norvège, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Suède et le Royaume-Uni.



Plus de 50 navires de guerre, notamment des porte-avions, des destroyers, des frégates et des corvettes, viendront appuyer les actions militaires. En outre, différents avions de combat, des hélicoptères et des drones seront déployés. Plus de 1100 véhicules de combat, y compris 150 chars d'assaut, 500 véhicules de combat d'infanterie et 400 véhicules blindés de transport de troupes seront aussi déployés.

Signalons que, selon le département de la Défense américaine, « l'exercice sera une simulation

d'une attaque contre l'alliance au titre de l'article 5, perpétrée par un adversaire ayant des capacités similaires ». Compte-tenu de l'ampleur de l'exercice et des endroits où Steadfast Defender 24 sera déployé, il est clair que le but de l'exercice est de menacer et d'intimider la Russie. En fait, le département américain de la Défense souligne : « La Russie a déclenché la plus grande guerre en Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale, attaquant sa voisine, l'Ukraine. Depuis que la Russie a envahi l'Ukraine en 2014, l'OTAN a renforcé sa défense et sa capacité de dissuasion sur le continent. »



Cette bravade de la part des États-Unis/OTAN reflète l'ampleur de la crise qui les déchire. Il est devenu évident que les États-Unis et l'OTAN éprouvent même de la difficulté à défendre l'Ukraine dans leur guerre par procuration contre la Russie en dépit des dizaines de milliards de dollars qu'ils ont dépensés pour des armes et la formation militaire prétendument pour défendre la « démocratie » et le soi-disant « ordre international fondé sur des règles » en Ukraine. Avec le génocide commis par les États-Unis et Israël contre le peuple palestinien, le monde entier peut voir à quoi rime cet « ordre international fondé sur des règles » et ce qu'il veut vraiment dire. En dépit d'avoir subi des défaites en Afghanistan et dans d'autres pays, les États-Unis/OTAN, avec la participation du Canada, continuent de s'appuyer sur la loi du plus fort pour imposer leur hégémonie. Cela va à l'encontre de ce que veulent les peuples du monde, y compris ceux des pays de l'OTAN. Toute cette désinformation propagée par l'« alliance » de l'OTAN a pour objectif de détourner le mouvement des peuples du monde pour la paix.

Les peuples soucieux de paix en États-Unis, au Canada, en Europe et dans le reste du monde doivent s'opposer résolument à l'exercice militaire Steadfast Defender 24. Ce vaste exercice ne protégera en rien les peuples de l'Atlantique Nord et d'Europe, et ne fera qu'exacerber les tensions et l'insécurité que les peuples de la région vivent déjà. Par-dessus tout, l'humanité a besoin de paix et de stabilité alors que plusieurs régions dans le monde sont déchirées par les guerres et des conflits.

Les Canadiens doivent s'organiser pour se donner un gouvernement antiguerre qui sortira le Canada de l'OTAN et de tout autre alliance militaire agressive et fera du Canada une zone de paix.

***Non à l'exercice militaire Steadfast Defender 24 des États-Unis/OTAN !
Canada, hors de l'OTAN ! Démantelez l'OTAN !
Faisons du Canada une Zone de paix !***

(Avec des informations de : OTAN, département de la Défense des États-Unis)



Opposons-nous résolument à la participation du Canada à l'exercice militaire de l'OTAN

Le ministère de la Défense nationale du Canada (MDN) a annoncé le 24 janvier que le Canada participera à l'exercice militaire Steadfast Defender 24 de l'OTAN, le plus important exercice de l'OTAN des dernières décennies. Le MDN souligne que l'exercice vise à « contrer les menaces qui pèsent sur la région euro-atlantique ».

Le MDN informe qu'environ 1 000 marins, soldats, aviateurs et aviatrices et membres des forces spéciales des Forces armées canadiennes « démontreront la capacité de l'OTAN à mener des

opérations défensives soutenues et multidomaines sur une période de plusieurs mois, en simulant une attaque au titre de l'article 5 [de la charte de l'OTAN], perpétrée par un adversaire ayant des capacités similaires ».



Le jeu de guerre en temps réel visant la Russie est divisé en deux parties. La première sera majoritairement axée sur l'espace maritime et porte sur la défense des eaux de l'Atlantique Nord et de l'Arctique, tandis que la deuxième partie permettra de tester « la capacité de l'OTAN à déployer rapidement des renforts dans l'ensemble des domaines pour défendre l'Europe centrale et l'Europe de l'Est ».

Des soldats seront déployés, mais aussi le NCSM *Charlottetown*, frégate canadienne de patrouille, avec son hélicoptère CH-148 Cyclone embarqué, ainsi que le « groupement tactique de la présence avancée renforcée » dirigé par le Canada en Lettonie, qui comprend pour la première fois un escadron de chars de combat principaux canadiens Leopard 2.

Le MDN souligne que ce sera « une étape importante pour la future brigade multinationale des Forces terrestres avancées de l'Armée canadienne en Lettonie, puisque pendant la deuxième partie de l'exercice, la future équipe de commandement s'intégrera à son commandement supérieur de l'OTAN pour participer à la planification et à l'exécution des opérations de combat défensives ». Cela signifie une intégration plus poussée dans la structure de commandement et la machine de guerre dominées par les États-Unis.

Pendant la seconde moitié de l'exercice, l'Armée canadienne participera spécifiquement à l'exercice Crystal Arrow en Lettonie au mois de mars et à l'exercice Spring Storm en Estonie au mois de mai. En outre, les membres du Commandement des Forces d'opérations spéciales du Canada participeront à l'exercice Nordic Response en Norvège en mars.

Bill Blair, le ministre de la Défense du Canada, a déclaré lors de l'annonce : « La participation du Canada à l'exercice STEADFAST DEFENDER en dit long sur notre capacité à travailler de concert avec nos alliés de l'OTAN et sur notre contribution continue à la défense de l'Europe. Le Canada maintient fermement son engagement à défendre nos valeurs et nos intérêts communs et à être un partenaire fiable dans la promotion de la paix et de la sécurité. »

Il est très préoccupant de constater que le Canada se soumet de plus en plus au diktat des États-Unis et de l'OTAN en tant que force d'agression et de guerre. Depuis la création de l'OTAN, le peuple canadien s'est opposé à son programme d'agression et de guerre visant à réaliser les ambitions géopolitiques des États-Unis contre l'Union soviétique. L'OTAN a maintenant entraîné les forces armées canadiennes dans la perpétration de crimes contre la paix et a provoqué une insécurité et des déplacements généralisés dans le monde entier. Les gouvernements qui ont suivi devraient avoir honte de permettre cela alors qu'ils s'associent à tout bout de champ aux guerres d'agression des États-Unis. Il n'y aura pas de paix dans l'Atlantique Nord et en Europe si toutes les nations et tous les peuples ne sont pas en paix.

Les Canadiens doivent exiger que le Canada cesse de participer aux guerres et aux plans de guerre de l'OTAN tels que Steadfast Defender et s'organiser pour le retrait du Canada de l'OTAN et le démantèlement de l'OTAN. Ensemble, intégrons ces revendications dans notre travail politique pour former un gouvernement antiguerre au Canada et faire du Canada une zone de paix.



L'OTAN en crise tente de sauver les apparences à la réunion des chefs d'état-major de la Défense

Les chefs d'État-major des 31 pays membres de l'OTAN se sont réunis au siège de l'OTAN à Bruxelles les 17 et 18 janvier. La réunion concernait le Comité militaire de l'OTAN, la plus haute autorité de l'OTAN qui mène les opérations militaires. Cette réunion spécifique avait comme point central « la faisabilité des nouveaux plans de défense de l'alliance, la transformation des méthodes de guerre [et] la continuation de l'appui à l'Ukraine ». On rapporte que pour la première fois les chefs d'état-major se sont réunis dans un « format Conseil OTAN-Ukraine ».

Dans son discours liminaire, le président du Comité militaire, l'amiral Rob Bauer, un amiral quatre étoiles des Pays-Bas, a souligné que l'« ordre international fondé sur des règles » subit d'immenses pressions. « Les plaques tectoniques du pouvoir sont en mouvement. Par conséquent, le monde auquel nous sommes confrontés est le plus dangereux des dernières décennies. En cette nouvelle ère de défense collective, nous devons défendre non seulement la sécurité physique de notre 1 milliard de gens et de nos 31 nations (qui seront bientôt 32 avec l'adhésion de la Suède), mais aussi la liberté et la démocratie. »

Dans ce contexte de lutte intestine entre les États-Unis et l'Union européenne sur la question de continuer ou non l'appui militaire et économique à l'Ukraine, Bauer a exhorté tout le monde à adopter une approche « pansociétale » envers la crise. Il a dit : « Il nous faut des acteurs privés et publics qui changent leur état d'esprit et oublient cette ère où tout était planifiable, prévisible, contrôlable et axé sur l'efficacité, pour passer à une ère où tout peut se passer à tout moment. Une ère où il faut s'attendre aux imprévus. Et pour être pleinement efficace dans les années qui viennent, il nous faut aussi une transformation des méthodes de guerre de l'OTAN. »

Au cours de la réunion de deux jours, le représentant militaire ukrainien à l'OTAN, le major général Serhii Salkutsan, a, au nom du chef d'état-major ukrainien de la défense, le général Valery Zaluzhny (qui serait congédié par le président Volodymyr Zelenski le 8 février), informé les chefs d'état-major de l'OTAN. Les chefs d'état-major ont répondu en saluant le courage et la détermination des forces armées ukrainiennes. L'amiral Bauer a déclaré : « L'aboutissement de cette guerre déterminera ce qui adviendra de ce monde. Notre appui n'a rien de charitable; c'est un investissement dans notre sécurité. »

À la réunion ont été discutés les plans de l'imposant exercice de guerre Steadfast Defender 24, exercice mobilisant les membres de l'OTAN ainsi que la Suède et qui débute en février et se poursuit jusqu'au mois de juin de cette année – une démonstration de force couvrant l'Atlantique Nord et l'Europe et visant à menacer la Russie. Au sujet de la guerre par procuration menée par les États-Unis et l'OTAN contre la Russie où les Ukrainiens servent de chair à canon, l'amiral Bauer a souligné : « Cette guerre n'a jamais été déclenchée pour des raisons de menaces de sécurité proférées par l'Ukraine et l'OTAN contre la Russie. Cette guerre existe parce que la Russie craint quelque chose qui est beaucoup plus puissant que toute arme physique qui soit – et c'est la démocratie. Le fait que le peuple de l'Ukraine puisse avoir des droits démocratiques aura pour effet que le peuple de Russie en voudra lui aussi. »

(Sources : OTAN, PA)



**19e Sommet du Mouvement des pays non alignés à Kampala,
en Ouganda, les 19 et 20 janvier**

**Demande et appui fermes pour un cessez-le-feu à
Gaza et pour le droit d'être du peuple palestinien**



Le Mouvement des pays non alignés (MNA) a eu son 19e sommet à Kampala, en Ouganda, les 19 et 20 janvier, précédé d'une rencontre ministérielle de haut niveau les 17 et 18 janvier. Le sommet avait pour thème « Approfondir la coopération pour une richesse mondiale partagée ». Le MNA est constitué de 121 pays : 53 pays d'Afrique, 39 d'Asie, 26 d'Amérique latine et des Caraïbes et 2 d'Europe, ce qui en fait le plus important rassemblement de pays de l'ONU. Vingt pays et 11 organisations y ont un statut d'observateurs. Les pays membres du MNA ne sont ni officiellement alignés ni opposés à aucun bloc de grandes puissances[1].

L'Ouganda a pris la relève de l'Azerbaïdjan à la présidence et conservera ce poste jusqu'en 2027. Le président Yoweri Kaguta Museveni a été élu président du sommet par proclamation, prenant la relève du président de l'Azerbaïdjan Ilham Aliyev. Dans son discours liminaire, il a mis en garde les dirigeants qui cherchent à imposer leur orientation uni-idéologique étroite à leur propre société et même au monde entier.

« Les oppresseurs font un mauvais calcul lorsqu'ils utilisent leur avantage temporaire en sciences et en technologie et pensent qu'ils peuvent les utiliser indéfiniment pour opprimer d'autres peuples, a dit le président Museveni. Les opprimés apprendront, se rattraperont et vaincront l'opresseur. Voilà pourquoi les empires s'effondrent inévitablement. Le concept d'empire est un concept fondé sur le Mal. » Il a ajouté : « Pourquoi ne cherchez-vous pas à influencer les gens par l'exemple plutôt que par la manipulation, les sermons et les menaces ? Les chauvinistes sur la base de la race, de la religion, ou sur une base tribale ou de genre doivent arrêter de nous faire perdre notre temps et de restreindre nos possibilités avec leurs petites combines. L'action aura toujours pour réponse la contre-action. L'oppression, la résistance. Nous ne sommes donc pas impressionnés et refusons de nous prêter à ce sectarisme morbide de pensée uni-idéologique de tout genre. L'univers est ici depuis 30 milliards d'années et la société humaine est ici depuis 4 ½ millions d'années. »

Un des développements remarquables du sommet a été l'appui résolu réservé au droit d'être de la Palestine et la dénonciation de la campagne militaire génocidaire d'Israël dans la bande de Gaza. Le vice-président cubain Salvador Valdes Mesa, par exemple, a dit dans un discours aux délégués le 19 janvier : « Depuis le 7 octobre, nous sommes témoins d'un des actes génocidaires les plus cruels

jamais vu dans l'histoire. Comment les pays occidentaux, qui prétendent être civilisés, peuvent-ils justifier l'assassinat de femmes et d'enfants à Gaza, les frappes aveugles contre les hôpitaux et les écoles, et le fait de priver le gens d'eau potable et de nourriture ? ». Moussa Faki Mahamat, co-président de la Commission de l'Union africaine, a appelé à une fin immédiate à ce qu'il a appelé « la guerre injuste contre le peuple palestinien ».



Les graves préoccupations sur la question de la Palestine ont été réitérées dans la Déclaration de Kampala publiée à la clôture du sommet, qui « réaffirme l'importance de la question de la Palestine pour le Mouvement des non-alignés et souligne que les positions de longue date, partagées et de principe qui ont été développées avec un grand sens des responsabilités au cours des soixante dernières années seront défendues, préservées et promues, y compris en participant activement aux réunions, conférences et autres événements pertinents, en particulier dans le cadre des Nations unies, dans nos efforts soutenus pour mettre fin au colonialisme, à l'oppression, l'occupation et la domination dans le territoire palestinien occupé. »

Les auteurs de la déclaration rappellent la plainte déposée par l'Afrique du Sud contre Israël à la Cour internationale de justice en vertu de la *Convention sur le génocide*. Ils appellent à « apporter de l'aide humanitaire pour sauver la vie des Palestiniens dans toute la bande de Gaza et veiller à la protection des acteurs humanitaires ». Ils condamnent avec force « l'agression militaire illégale israélienne dans la bande de Gaza, les attaques aveugles contre les civils palestiniens et les objets civils, et le déplacement forcé de la population palestinienne et appelle à un cessez-le-feu humanitaire immédiat et durable. »

Lors de la réunion ministérielle du 17 janvier, le ministre cubain des Relations extérieures Bruno Rodriguez a proposé que le MNA se prononce avec unité et fermeté en faveur d'une solution équitable, globale et durable à l'occupation israélienne de la Palestine. Il a fait valoir la nécessité d'un État palestinien indépendant dans les frontières d'avant 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale et le retour des réfugiés.

Il a proposé que le MNA appuie l'envoi d'une mission de protection internationale dans la bande de Gaza, autorisée par l'Assemblée générale des Nations unies, avec le mandat de garantir la sécurité et la protection de la population civile, ainsi que de faciliter la livraison d'aide humanitaire et de nourriture. Le représentant cubain a fait part de l'appui de son pays à la tenue d'une Conférence internationale de la paix dont le but serait de contribuer à la protection des droits du peuple palestinien et de créer un État palestinien souverain. Plusieurs de ces propositions se sont reflétées dans la Déclaration de Kampala.

Bruno Rodriguez a aussi réitéré le rejet par Cuba des mesures coercitives imposées à plusieurs pays membres du MNA. « Cuba apprécie l'appui inestimable à sa juste demande que fin soit mise au blocus illégal des États-Unis qui est ouvertement en violation des droits humains de tous les Cubains et qui a été renforcé à l'extrême depuis 2019 », a-t-il dit. À cette fin, la Déclaration de Kampala affirme que le MNA continue d'appeler à ce que « soit totalement, immédiatement et inconditionnellement levées toutes Mesures coercitives unilatérales, y compris ces mesures

manipulées pour faire pression économique et financière sur tout pays, en particulier les pays en développement ».

La déclaration fait valoir que de telles mesures sont « une violation de la Charte des Nations unies et des principes du droit international » et qu'en particulier elles « nuisent à la santé et au bien-être de la population des pays affectés et créent des obstacles à la pleine réalisation des objectifs de développement durable de ces pays, de leurs droits humains et de leurs plans de développement national ».

Le ministre cubain des Relations extérieures a aussi fait part de l'appui de son pays au droit à la libre autodétermination du peuple du Sahara occidental ainsi qu'à l'autodétermination et l'indépendance de Porto Rico.

Un autre point fort du sommet du MNA fut l'engagement réitéré de l'organisation envers la Charte des Nations unies et de l'état de droit international, tout en reconnaissant que l'ONU a besoin de consolidation et de renouveau. La Déclaration de Kampala appelle tous ses pays membres à « résolument relever les défis en matière de paix et de sécurité, de développement, des droits humains et de coopération internationale, et qu'ensemble nous nous mettions à la tâche de :

« - défendre et promouvoir le respect de la Charte de l'ONU et du droit international, en particulier les principes de souveraineté, d'égalité souveraine, d'intégrité territoriale, de non-ingérence et de règlement pacifique des différends;

« - revitaliser et revigorer le rôle du MNA dans le contexte de la situation internationale contemporaine, sur la base de ses principes et objectifs initiaux, tels que stipulés à Bandung (1955) et Belgrade (1961), d'œuvrer pour un monde pacifique, équitable et prospère;

« - renforcer les Nations unies en tant qu'organisation multilatérale première et doter l'ONU d'une capacité substantive lui permettant de respecter les objectifs et principes enchâssés dans sa Charte, et consolider tout particulièrement son caractère démocratique et inter-gouvernemental en revitalisant l'Assemblée générale et en renforçant son autorité en tant qu'instance démocratique, inclusive, équitable et représentative de l'Organisation, ainsi que de hâter la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies, conformément à la résolution 62/557 de l'Assemblée générale, procédant de manière globale et intégrée, afin de faire du Conseil une instance de l'ONU plus démocratique, transparente et représentative;

« - accroître le processus en cours de consultations, coopération et coordination entre l'ONU et les organisations, ententes ou agences régionales et sous-régionales pertinentes, conformément avec le Chapitre VIII de la Charte de l'ONU, mais aussi de leurs mandats, étendue et composition, ce qui est utile et peut contribuer à maintenir la paix et la sécurité internationale et réaliser le développement durable;

« - réaffirmer et mettre en lumière la validité et la pertinence des principes et des positions du Mouvement concernant le droit à l'autodétermination des peuples sous occupation étrangère et coloniale ou domination étrangère. »

Note

1. Le MNA a été créé en 1961 pour promouvoir les intérêts des pays en développement à l'époque de la guerre froide, rejetant les arrangements selon lesquels le monde devait être divisé en camps alignés sur les grandes puissances. En 1979, Fidel Castro a résumé l'objectif du MNA comme étant « l'indépendance nationale, la souveraineté, l'intégrité territoriale et la sécurité des pays non alignés » dans leur « lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, le racisme, et toutes formes d'agression, occupation, domination, ingérence ou hégémonie étrangère et contre la politique des grandes puissances et de leurs blocs. »



Non à l'ingérence étrangère en Haïti

**Rassemblement « Ne touchez pas à Haïti » à Ottawa
le 29 février et réunion à Toronto le 26 février**

TORONTO

**Un coup d'État très canadien en Haïti
(20 ans plus tard)**

26 février à 18 h 30

Auditorium William Doo, 45, rue Willcocks

**FEBRUARY 26, 6:30-9PM
WILLIAM DOO AUDITORIUM
45 WILLCOCKS ST, TORONTO**

Jemima Pierre

Etant Dupain

Jean St. Vil

**A Very Canadian Coup in Haiti
(20 Years Later)**

On February 29, 2004 - the Canadian military participated in the overthrow of the democratically elected government of Jean Bertrand Aristide. Despite positioning itself as a peacekeeping nation concerned about human rights, this violent and colonial negation of Haiti's self-determination erased modest but important gains for the Haitian people and the now decimated Haitian state.

Join us to hear from Professor Jemima Pierre, filmmaker and journalist Etant Dupain and activist and educator Jean St. Vil discuss how and why this coup continues to have catastrophic consequences for Haiti 20 years later.

The Centre for Caribbean Studies would like to thank our many generous co-sponsors: The New College Initiative Fund, The Black Student Engagement Fund, The Centre for the Study of the United States, African Studies, Political Science, Geography, History, The Centre for Diaspora and Transnational Studies.

OTTAWA

**Rassemblement sur la Colline du Parlement
29 février à midi**

Réunion

29 février à 19 h

Centre Bronson, 211, avenue Bronson

CANADA U.S.A. FRANCE HANDS OFF HAITI

THURSDAY 29 FEB 2024 @ 19H00 E.S.T.
BRONSON CENTRE
211 BRONSON AVE, OTTAWA

Since foreign take-over under the racist Ottawa Initiative on Haiti, the Feb 29, 2004 Coup d'Etat & kidnapping of Jean Bertrand Aristide, the country's legitimate President, Haitians are enduring a nightmarish existence. This is Canadian History, Black History & Current Reality! Join us to discuss strategies to help Haitians regain control of their country.

SPEAKERS INCLUDE:

Jafrikayiti
Yves Engler
Kevin Skerrett
Resistance leaders (women & men) in Haiti & abroad

**END ALL RACIST IMPERIALIST
ATTACKS ON HAITIANS!**

Protest on Parliament Hill, @ noon, 29 Feb. 2024
#BlackNationhoodMatters



La Haute Cour du Kenya juge inconstitutionnel le déploiement de la police kenyane en Haïti

La Haute Cour du Kenya a statué le 26 janvier que le déploiement de 1000 policiers kenyans en Haïti dans le cadre d'une mission multinationale de soutien à la sécurité (MSSM) parrainée par les Nations unies était inconstitutionnel et illégal. Cette décision fait suite à une plainte déposée par Ekeru Auko, membre du Parlement du Kenya et chef de l'Alliance de la troisième voie.

Dans sa décision, le juge Enoch Chacha Mwita a déclaré : « Le Conseil national de sécurité n'a pas le mandat de déployer des agents de la police nationale en dehors du Kenya. Une telle décision est contraire à la Constitution et à la loi, et est donc inconstitutionnelle, illégale et invalide. Un ordre est émis par la présente interdisant le déploiement de forces de police en Haïti ou dans tout autre pays. »

En octobre 2023, le Conseil national de sécurité du Kenya, sous la direction du président kenyan William Ruto, avait demandé l'approbation du Parlement pour le déploiement de cette force, qui a été approuvée un mois plus tard par l'Assemblée nationale. Le Kenya a accepté cette mission après des mois de menaces et de chantage des États-Unis contre les pays des Caraïbes, d'Amérique latine et d'Afrique pour qu'ils mènent une telle mission sous le drapeau des Nations unies. Les États-Unis

espèrent ainsi légitimer une nouvelle intervention étrangère dans les affaires du peuple haïtien, ce que les Haïtiens rejettent catégoriquement.

Le gouvernement kenyan a l'intention de faire appel de la décision de la Haute Cour. S'il perd devant la Cour d'appel, c'est la Cour suprême qui décidera en dernier ressort si le déploiement de la police kenyane en Haïti est légal au regard de la Constitution.

Les Haïtiens ont manifesté en grand nombre à plusieurs reprises pour demander qu'il n'y ait pas d'intervention étrangère et que les Haïtiens aient le droit de décider de leurs propres affaires. De nombreuses organisations de défense des droits humains en Haïti soutiennent cette demande et se sont opposées à toute intervention de l'ONU. Rosy Auguste Ducena, avocate et directrice de programme au Réseau national de défense des droits humains en Haïti, a déclaré : « L'histoire nous a montré plus d'une fois que les forces étrangères nous apportent plus de problèmes que de solutions. » Le Groupe de travail sur la sécurité, un groupe de réflexion dirigé par des citoyens haïtiens, a également rejeté la perspective d'un nouveau déploiement de l'ONU « sous le prétexte de nous aider à rétablir un climat de sécurité ». Les Haïtiens du Canada et des États-Unis se sont également mobilisés sous le mot d'ordre : *Ne touchez pas à Haïti !*

(Avec des informations de Haïti Libre, Al Jazeera)



Guatemala

L'investissement du président l'emporte sur les tentatives de coup d'État

Peu après minuit le 15 janvier, Bernardo Arévalo de Léon, le candidat du Mouvement des semences (Semilla), a été investi président du Guatemala. Cette investiture a eu lieu en dépit de manoeuvres juridiques répétées pour l'empêcher d'assumer ses fonctions depuis qu'il a remporté, avec Karin Herrera, sa colistière à la vice-présidence, le second tour de l'élection présidentielle du 20 août 2023, avec 58,05 % des voix, face à Sandra Torres du parti Unité nationale de l'espoir (UNE). Le second tour a eu lieu après les élections générales du 25 juin 2023, au cours desquelles on a également voté pour les 160 sièges du Congrès, les 20 membres du Parlement centraméricain et les maires et conseils des 340 municipalités du pays. Le président sortant, Alejandro Giammattei, du parti Vamos, n'avait pas le droit de se présenter pour un second mandat, bien que son parti ait obtenu la majorité au Congrès.

« C'est pour moi un grand honneur d'assumer cette haute responsabilité, de montrer que notre démocratie a la force de résister et que, grâce à l'unité et à la confiance, nous pouvons changer le panorama politique du Guatemala », a déclaré Bernardo Arévalo dans son premier discours en tant que président.

Le nouveau président a remercié la jeunesse guatémaltèque de ne pas avoir perdu espoir et les peuples autochtones du pays de leur soutien, disant reconnaître « les dettes historiques que nous devons régler ». Il a résumé le principe directeur de son administration comme suit : « Il ne peut y avoir de démocratie sans justice sociale et la justice sociale ne peut se réaliser sans démocratie. »

Ces remarques sont en reconnaissance du désir longtemps entretenu du peuple guatémaltèque d'un changement politique, notamment de mettre fin à la corruption et à la domination des élites dirigeantes, ce qui a finalement abouti à l'élection d'Arévalo en tant qu'alternative aux candidats des autres partis. Elles sont également une allusion aux tentatives répétées de recours à la justice pour empêcher son investiture.



Prensa Latina note dans un rapport du 25 décembre 2023 que « les Guatémaltèques étaient confrontés, en général, aux élections les plus atypiques depuis la période démocratique de 1985, avec des candidats ouvertement liés au crime organisé et au trafic de drogue ».

Les manoeuvres juridiques pour empêcher Arévalo d'assumer ses fonctions ont consisté à tenter de faire annuler les résultats des élections et à mener d'autres actions sous l'égide de la procureure générale Consuelo Porras. L'opposition de la population s'est traduite par 20 jours consécutifs de manifestations, y compris des grèves nationales et le blocage d'autoroutes stratégiques en octobre.



Rassemblement pour célébrer la prestation de serment du nouveau président guatémaltèque, le 15 janvier 2024

Plus récemment, le 12 janvier, les organisations autochtones ont appelé à une marche massive en réponse aux menaces de coup d'État par lesquelles la procureure générale entendait empêcher l'investiture d'Arévalo.

La veille, la Cour suprême s'est prononcée contre l'arrestation de la vice-présidente élue Karin Herrera et de quatre juges du tribunal électoral, toujours sur la base de fausses allégations de fraude électorale. Cependant, le bureau du procureur a réussi à faire arrêter l'ancien ministre de l'Intérieur Napoleon Barrientos, qu'il accuse de ne pas avoir respecté une décision qui lui ordonnait de

réprimer les citoyens lors des manifestations qui ont proliféré dans le pays au cours du second semestre de 2023.



Le président Arévalo (photo du haut, premier plan à gauche) participe à une cérémonie maya, le 15 janvier 2024, marquant sa prestation de serment.

(Avec des informations de Prensa Latina, teleSUR, AP)



Cuba

Lever du drapeau cubain à l'Assemblée législative de l'Ontario

Le drapeau cubain a été hissé pour la première fois à l'Assemblée législative de l'Ontario lors d'une cérémonie tenue le 4 janvier pour marquer le 65e anniversaire du triomphe de la révolution cubaine. Une cinquantaine de personnes ont assisté à l'événement, dont l'honorable consul général de la République de Cuba à Toronto, Jorge Yanier Castellanos Orta, et le personnel consulaire, le

président de l'Assemblée législative de l'Ontario, Ted Arnott, deux députés provinciaux et des membres du corps diplomatique de plusieurs pays, ainsi que des Cubains résidant à Toronto et des amis et sympathisants de Cuba.



Le consul général de la République de Cuba, Yanier Castellanos Orta (à droite), reçoit une citation du président de l'assemblée législative de l'Ontario, Ted Arnott (à gauche), à l'occasion du 65e anniversaire de la révolution cubaine.

Le président a souhaité la bienvenue à tous et a félicité le peuple cubain à l'occasion de l'anniversaire de sa révolution. Il a reconnu les nombreuses contributions des Cubains vivant au Canada et en Ontario à la vie de la province et a lu un message de félicitations du premier ministre Doug Ford. Kristyn Wong-Tam, députée provinciale de Toronto-Centre, a transmis les salutations du NPD et a rappelé son travail de solidarité en envoyant des bicyclettes de Toronto à Cuba pendant la période spéciale. Elle a exprimé son admiration et son soutien au peuple cubain pour sa résistance face au blocus américain. Mme Wong-Tam a déclaré qu'elle espérait que les liens entre le Canada et Cuba se maintiendraient dans les années à venir.

Julio Fonseca, de l'Association Juan Gualberto Gomez des résidents cubains de Toronto, a exprimé sa fierté en tant que Cubain. Il a fait remarquer que le drapeau cubain représente la lutte du peuple cubain pour sa liberté, d'abord contre l'Espagne, puis contre les États-Unis, et qu'il a culminé avec la victoire de la révolution. Il a dénoncé le blocus américain de Cuba et exigé qu'il y soit mis fin immédiatement.

Le consul général a affirmé qu'à l'occasion du 65e anniversaire de la révolution cubaine, le peuple cubain est uni sous la direction de son parti communiste et prêt à affronter toutes les difficultés. Il s'est dit convaincu que Cuba continuerait de jouer son rôle en défendant ses principes et en s'unissant à tous les peuples en lutte et à leurs justes causes. Le consul général a ensuite hissé le drapeau dans un ciel bleu clair, tandis qu'on entendait l'hymne national cubain. Des applaudissements et des cris de « Viva Cuba ! » ont retenti.



Lors de la réception qui a suivi à l'assemblée législative, des salutations et des messages de solidarité ont été présentés par des amis de Cuba. Le président de la Maison de la Palestine a

remercié Cuba pour son soutien de longue date au peuple palestinien dans sa juste cause. De nombreuses autres personnes ont fait part de leurs félicitations et de leurs bons vœux pour Cuba au consul général et à son équipe.



À gauche : Cérémonie à l'intérieur de Queen's Park. À droite : Le président de la Maison de la Palestine remercie Cuba pour son soutien au peuple palestinien.



Le peuple cubain est appelé à affronter tout ce qui s'éloigne de l'esprit de la Révolution



Lors de la première réunion du Conseil des ministres du gouvernement cubain de cette année, le premier secrétaire du Comité central du Parti communiste et président de la République, Miguel Diaz-Canel Bermudez, a appelé à faire face à tout ce qui s'écarte de l'esprit de la révolution dans la société cubaine. Il a fait état de plusieurs processus politiques qui seront développés au cours des prochains mois pour accompagner la mise en oeuvre des projections du gouvernement visant à corriger les distorsions et à relancer l'économie.

Miguel Diaz-Canel Bermudez a indiqué que ces processus seront guidés par les propositions formulées par le général d'armée Raul Castro Ruz dans son discours à l'occasion du 65^e anniversaire de la révolution cubaine, sur la base de ses concepts d'unité, de travail des cadres, de travail idéologique et de la manière d'aborder les problèmes de l'économie. Il a déclaré que l'objectif est de progresser avec cohérence dans la mise en oeuvre des mesures économiques récemment annoncées afin de résoudre les problèmes sociaux, idéologiques et économiques de la société.

Le processus consiste à engager l'ensemble de la société cubaine dans la discussion, en commençant par les membres du Parti dans les organes administratifs, puis les collectifs de travailleurs et d'étudiants et l'ensemble de la population dans leurs communautés. Il s'agit de réfléchir, d'évaluer et de proposer des solutions aux problèmes de chaque sphère de manière rigoureuse et créative, a précisé Miguel Diaz-Canel. Il a souligné l'importance pour les cadres qui mèneront les discussions d'être attentifs aux personnes qui pourraient proposer d'autres façons d'appliquer les mesures ou des façons différentes de faire les choses. Il a souligné que cela « nous donnera une richesse d'idées qui pourront être converties en actions ».

Miguel Diaz-Canel a expliqué que les mesures du gouvernement visent à stimuler les exportations et la production nationale, à faire des économies et à redistribuer les richesses. Toutes ces mesures sont orientées vers la stabilisation macroéconomique du pays, tout en protégeant les acquis sociaux et en contribuant au développement social de Cuba. Il a déclaré : « Si nous faisons croître l'économie, si nous dépendons moins des importations, si nous exportons davantage et si nous augmentons les devises dont le pays a besoin, à qui cela profite-t-il ? C'est au peuple. »

Miguel Diaz-Canel a rejeté les tentatives des ennemis de la révolution de présenter les projets du gouvernement cubain comme des réformes néolibérales, à l'instar d'autres programmes dans la région et dans le monde, où domine le « chacun pour soi » et où tout est une « terre brûlée ».

Il a rappelé que la première mesure appliquée a été l'augmentation du financement des secteurs de l'éducation et de la santé. « Quel paquet néolibéral au monde commence par augmenter les revenus de deux secteurs de la société comme la santé et l'éducation ? Les réformes néolibérales commencent précisément par la suppression du budget et la privatisation de tous ces secteurs », a-t-il déclaré.

L'approche cubaine, a-t-il ajouté, reconnaît que les personnes qui travaillent dans ces deux secteurs remplissent les fonctions les plus importantes de la société : garantir la vie, la santé et l'éducation. Et lorsqu'ils en bénéficient, tout le monde en profite. Ensuite, à mesure que l'économie se rétablit, le déficit budgétaire se réduit et les revenus augmentent. Les pensions, le salaire minimum et les revenus dans d'autres secteurs s'améliorent également.

Miguel Diaz-Canel a souligné que les nouvelles mesures économiques sont nécessaires et ne peuvent être reportées, car elles corrigent des aspects de l'économie qui ont été faussés et des déviations structurelles qui entravent ses performances. Mais les mesures ne seront appliquées que lorsque les conditions nécessaires à leur mise en oeuvre auront été créées, a-t-il ajouté, et que le traitement différencié de ceux qui peuvent avoir le plus d'impact suite à l'application de la mesure aura été étudié.

Les projections du gouvernement se développeront bien « dans la mesure où nous serons capables de les mettre en oeuvre et de les mener à bien », a déclaré le président, ajoutant que cela nécessitera un processus de rétroaction constante. C'est la raison pour laquelle des discussions ont été organisées avec l'ensemble de la population, a-t-il indiqué, et qu'il est important de continuer à fournir à la population les informations adéquates par tous les canaux possibles.

Miguel Diaz-Canel a insisté sur le fait que la révolution cubaine ne laisserait personne sans protection, comme cela a toujours été le cas au cours de toute son histoire. Même dans les conditions les plus complexes, a-t-il dit, le projet social cubain continue de se développer, tant en étendue qu'en qualité.

À titre d'exemple, il a cité les nouvelles *Casitas Infantiles* (maisons d'enfants) créées dans tout le pays, le programme de récupérations des cabinets de médecins de famille et d'infirmières, les programmes d'amélioration des quartiers et 32 autres programmes sociaux que Cuba a maintenus dans ces circonstances difficiles « qui continuent à apporter des solutions et des soins à des personnes ayant des problèmes spécifiques ».

Renforcer le travail politique et idéologique

À la réunion du Conseil des ministres, des informations ont également été fournies sur deux autres processus politiques promus par le Parti communiste cubain.

Roberto Morales Ojeda, membre du Bureau politique et secrétaire à l'organisation du Comité central, a informé qu'il avait été décidé d'analyser et de discuter les discours du général d'armée Raul Castro Ruz et du premier secrétaire Miguel Diaz-Canel Bermudez à l'occasion du 65^e anniversaire du triomphe de la Révolution dans les organisations de base du Parti et de l'Union de la jeunesse communiste, ainsi que dans les structures du gouvernement.

Les discussions, a dit Roberto Morales, contribueront à réaffirmer l'importance stratégique de la nécessité de l'unité, de l'exemplarité et du militantisme dans les rangs révolutionnaires, ajoutant qu'elles doivent être rigoureuses, créatives et aller au coeur de l'impérieuse nécessité de sauvegarder la Révolution et la construction du socialisme.

Le Parti encouragera également la discussion du document « Concepts de base pour la correction des déviations et des tendances négatives dans la société cubaine ». Elle est reprise, a-t-il dit, dans un contexte socio-économique complexe, marqué par l'intensification du blocus, qui impose de sérieuses limitations à notre développement, en plus de « nos propres insuffisances et distorsions ».

Tout au long des 65 années de la révolution, Fidel et Raul ont été les architectes de la nécessité de changer tout ce qui doit l'être, mais aussi de corriger ou de combattre tout ce qui menace la survie de la révolution. Cela doit devenir un débat populaire, a déclaré Morales Ojeda.

« Ce que nous essayons de faire, a-t-il dit, c'est d'imprégner une manière systématique de faire les choses, de sorte que nous analysions constamment les déviations dans notre sphère et la manière dont nous allons les surmonter. » Il ne s'agit pas d'un processus unique ou fixe, a-t-il ajouté.

La politique de pays

Le premier ministre Manuel Marrero Cruz a qualifié de « politique de pays » les projections du gouvernement pour corriger les distorsions et à relancer l'économie.

« Il ne s'agit pas d'un peu plus de la même chose », a-t-il souligné en s'adressant au Conseil des ministres. « Nous avons été critiqués à juste titre – même par notre peuple – pour les plans de mesures qui n'ont pas réussi à transformer les problèmes, indépendamment de l'impact réel que le blocus a eu en termes d'accélération des progrès. »

« Le peuple n'exige plus de nous des efforts, des sacrifices et du dévouement, il exige de nous des résultats, a-t-il souligné. Nous ne doutons pas des situations difficiles dans lesquelles les gestionnaires des différentes instances font face à leurs tâches à plein temps, mais nous devons veiller à ce que cet effort s'accompagne de résultats. »

Le premier ministre a évoqué le rôle des cadres et la manière dont ils doivent agir pour faire face à une économie de guerre telle que celle que connaît Cuba : des cadres qui ne s'arrêtent pas, qui ont vocation à chercher des solutions, qui n'établissent pas de frontières qui les empêchent d'aller de l'avant.

Il faut tout revoir, a-t-il dit. Tout ce qui ne va pas doit être revu, « mais nous devons le revoir pour trouver des solutions. Les mesures ne vont pas transformer la situation du pays du jour au lendemain, « mais elles sont la voie de sortie, nous en sommes sûrs, et nous trouverons progressivement des solutions et verrons la lumière, mais ce sera lorsque nous nous unirons tous, et nous nous unirons tous ».

(D'après un rapport de Leticia Martínez Hernández, Présidence et gouvernement de Cuba)



Inde

Les agriculteurs poursuivent sans relâche leur combat pour la justice



Convention nationale de la Bhartiya Kisan Union, 29 janvier 2024, à Prayagraj dans l'Uttar Pradesh.

Lors de la convention nationale de la Bhartiya Kisan Union (Union des agriculteurs indiens) qui s'est tenue en janvier à Prayagraj, dans l'Uttar Pradesh, les agriculteurs ont décidé d'intensifier leur lutte pour obtenir le prix minimum de soutien (MSP) pour leurs récoltes. Ils réclament le prix de revient majoré de 50 %, comme le propose le rapport 2018 de la Commission nationale Swaminathan sur les agriculteurs. Un communiqué de presse de la convention rapporte que Chaudhary Rakesh Tikait, porte-parole national de l'Indian Farmers' Union, s'adressant au *panchayat* (sorte d'assemblée) le dernier jour, a déclaré que le prix de la canne à sucre qui venait d'être annoncé par le gouvernement de l'Uttar Pradesh ce jour-là n'était pas suffisant. Les agriculteurs s'attendaient à une augmentation plus importante, car les dépenses agricoles augmentent chaque jour. Les agriculteurs n'obtiennent pas un prix raisonnable pour leurs récoltes par rapport au coût de production. Il a déclaré : « Renforçons tous ensemble l'unité villageoise de notre district. Le travail de l'unité des jeunes dans l'organisation n'est pas de donner des mémorandums pour les problèmes; elle devrait travailler avec les officiers supérieurs. »

Un *kisan mahakumbh* (grand rassemblement) a été organisé le 18 janvier, dernier jour de la convention nationale de quatre jours. Les responsables nationaux et étatiques qui ont participé à la session se sont adressés à tous les participants et ont discuté des problèmes des agriculteurs dans leurs États respectifs ainsi que de l'organisation.

Lors d'une conférence de presse conjointe à Delhi, également le 18 janvier, les organisations syndicales centrales (CTU) ont déclaré qu'elles rejoindraient les agriculteurs par des grèves sectorielles/industrielles. Les dirigeants de la CTU ont affirmé que le gouvernement avait non seulement trahi les agriculteurs du pays en leur refusant le MSP, conformément aux recommandations de la Commission Swaminathan, mais qu'il poussait également à la privatisation implacable des entreprises du secteur public et refusait aux travailleurs un salaire décent.

Dans une déclaration commune, Samyukta Kisan Morcha (Riposte unie des agriculteurs – SKM) et le CTU disent : « Ce gouvernement ne cesse de mener des attaques barbares contre la vie et les moyens de subsistance de l'ensemble des travailleurs et poursuit agressivement des mesures anti-ouvrières, anti-agricoles et antipopulaires par le biais de diverses législations, de décrets et de

mesures politiques. Il nie les droits des gouvernements élus des États par des moyens qui ne respectent pas la Constitution. Il supprime toutes les revendications démocratiques des différentes sections du peuple et toutes les voix dissidentes. Il poursuit son dangereux plan de jeu consistant à communautariser la politique et les institutions constitutionnelles, en abusant totalement des autorités et des agences administratives. Le gouvernement de l'Union attaque la liberté des médias et protège sans vergogne les criminels accusés de harcèlement sexuel par les victimes, érodant ainsi la confiance de la population dans la loi et l'ordre. »

Le CTU et le SKM ont réitéré leur « détermination à assumer la responsabilité historique de contrer et de vaincre le lien entre les communautés et les entreprises en intensifiant la campagne auprès de la population et en intensifiant la lutte jusqu'à ce que les demandes susmentionnées soient satisfaites ».

Une chaîne humaine de protestation contre le gouvernement central a ensuite été organisée au Kerala. La chaîne de protestation s'étendait de la gare de Kasaragod à la porte d'entrée de Raj Bhavan à Thiruvananthapuram. Selon les rapports, plusieurs centaines de milliers de personnes y ont participé.

Des défilés de tracteurs ont ensuite été organisés dans tout le pays le 26 janvier et une grève nationale très réussie des agriculteurs et des travailleurs a eu lieu le 16 février.



Convention nationale de la Bhartiya Kisan Union, 29 janvier 2024, Prayagraj, Uttar Pradesh

Le SKM écrit : « La colère des agriculteurs contre les politiques corporatistes et communautaires du gouvernement de Narendra Modi a explosé aujourd'hui avec leur participation massive au Grameen Bharat Bandh, un appel lancé en même temps que la grève industrielle/sectorielle conjointement avec la Plate-forme commune des syndicats centraux, des fédérations indépendantes, des associations et d'autres organisations de travailleurs, de femmes, de jeunes et d'étudiants. Ce mouvement de grève reflète la colère de la population face à la répression brutale exercée par le gouvernement de Modi et le gouvernement de l'État d'Haryana dirigé par le Parti Bharatiya Janata (Parti du peuple – BJP) à l'encontre des agriculteurs à la frontière de Shambhu, au Pendjab, qui marchaient vers Delhi. L'une des plus grandes actions de masse jamais organisées par le peuple dans l'Inde indépendante a contribué à remettre les questions relatives aux moyens de subsistance du peuple à l'ordre du jour national, juste avant les prochaines élections générales au Lok Sabha (chambre basse du Parlement indien). »

Dans les villages et les villes, les gens se sont rassemblés et ont discuté de la charte de leurs 21 demandes, des problèmes et des politiques de l'État et du gouvernement contrôlés par les entreprises. Ils ont également discuté des solutions aux problèmes qu'ils rencontrent. Beaucoup ont posé la question : « Pendant combien de temps allons-nous supplier les entreprises, leur État et leur gouvernement de nous donner une vie digne ? Le moment n'est-il pas venu de prendre les choses en

main ? Nous sommes les producteurs des aliments, nous produisons de la nourriture, des biens et des services, nous gérons des bureaux, des institutions. Nous gérons tout. Pourquoi ne pouvons-nous pas gérer les affaires de la société sans ces partis politiques et ces institutions qui sont contre le peuple ? Un autre monde est possible. »

Des discussions animées sur les alternatives ont lieu dans toute l'Inde parmi les agriculteurs, les travailleurs, les femmes, les jeunes et les ouvriers.

Les protestations des agriculteurs se sont heurtées à la terreur de l'État. Le 16 février, de nombreux dirigeants agricoles ont été arrêtés et placés en détention. Les agriculteurs ont été arrêtés sur les routes, barricadés, visés par des tirs et attaqués. Mais ils sont très innovants. Un agriculteur a passé cinq heures avec un kit/enrouleur d'environ 5 dollars à poursuivre un drone de 6 000 dollars larguant des grenades lacrymogènes sur les manifestants jusqu'à ce qu'il parvienne à l'abattre.



Manifestation d'agriculteurs près de la frontière de Delhi face à la terreur d'État, 16 février 2024



Les agriculteurs bloquent les autoroutes près de la frontière de Shandhu, 18 février 2024.

La Bharatiya Kisan Union a tenu son *panchayat* mensuel à Sisauli, Muzzafarnagar, le 17 février. Le 18 février, le SKM s'est réuni pour planifier sa stratégie. Le gouvernement central a également organisé une réunion avec les agriculteurs au même moment, mais les réunions organisées par le gouvernement sont considérées comme des tentatives de tromper les agriculteurs et les populations et de prolonger leur misère. Au cours des 50 dernières années, les gouvernements ont formé de nombreux comités, mais les agriculteurs ont été paupérisés, endettés et plongés dans la misère. En raison du contrôle exercé par les entreprises sur les intrants et le prix des produits agricoles, les agriculteurs se sont appauvris et les entreprises ont réalisé de superprofits. C'est pourquoi les

agriculteurs, les travailleurs et les ouvriers discutent de la manière dont ils peuvent devenir eux-mêmes des dirigeants et imposer le contrôle des décisions et des ressources par les peuples, et non par les entreprises.

La terreur de l'État indien ne les a pas découragés. Les entreprises qui contrôlent l'État indien sont prêtes à tout pour voler les terres des agriculteurs afin de maximiser leurs profits. Un officier de l'armée à la retraite a déclaré que la situation était pire qu'à la frontière entre l'Inde et le Pakistan. Ce que les entreprises et leurs États ont fait dans le Nord-Est, dans le Chhatisgarh, le Jharkhand et d'autres régions tribales, les agriculteurs indiens le subissent à présent. Afin de voler leurs terres, le gouvernement les attaque brutalement. Ce qui s'est fait à la périphérie pendant des décennies a été porté au centre, révélant l'essence même de la démocratie libérale : le vol des terres, le génocide et la répression au service des entreprises.



Défilé de tracteurs, 26 janvier 2024, Sangrur, Inde

Selon un rapport publié, une famille qui gagne 70 000 roupies par mois (environ 1140 dollars canadiens) est considérée comme « aisée » en Inde et seulement 4 % de la population dispose d'un tel revenu. Cela montre qu'après l'indépendance il y a 75 ans, le peuple indien n'a cessé de s'appauvrir. Les ministres du gouvernement central sortent des chiffres d'un chapeau et affirment que dans cinq ans, l'Inde aura une économie de 10 000 milliards de dollars ou de 30 000 milliards de dollars dans vingt ans. Bien entendu, ils font ces déclarations et ensuite passent à autre chose.

D'autre part, plus de 850 millions de personnes vivent avec cinq kilos de céréales par mois. Un autre rapport souligne qu'en dépit de la loi de 1976 sur l'abolition de la servitude pour dettes, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants sont toujours asservis. C'est un secret de polichinelle et les autorités en sont complices.

Les hôpitaux publics de l'Inde sont pleins d'immondices. L'Inde consacre un peu plus de 2 % de son PIB aux soins de santé publique, ce qui est l'un des taux les plus bas au monde. La plupart des gens doivent payer de leur poche environ la moitié des dépenses de santé, en particulier pour les médicaments. Les médecins, cliniques et hôpitaux privés absorbent environ 80 % du total des dépenses de santé. Selon un rapport de l'Organisation mondiale de la santé, plus de 55 millions de personnes retombent chaque année dans la pauvreté en raison de dépenses de santé « catastrophiques », qui touchent environ 17 % des ménages.

Pendant ce temps, les luttes de factions parmi les cercles dirigeants s'intensifient à l'approche des élections. Rahul Gandhi a entamé son « yatra pour la justice » à Manipur, où le peuple est attaqué

sans relâche par le gouvernement central. *Yatra* est un mot sanskrit qui peut désigner un voyage physique, une visite de différentes régions ou un pèlerinage. Gandhi a déclaré vouloir écouter le peuple et mettre fin au cycle de violence, d'inégalité et d'injustice que le BJP a imposé à l'Inde. Une jeune femme a déclaré que si, au lieu de faire un *yatra*, Rahul Gandhi et son Parti du Congrès pouvaient construire ne serait-ce qu'un seul village dans le Karnataka – où ils sont au pouvoir – exempt d'injustice, d'oppression des castes et de violence contre les femmes, ce serait un bien meilleur projet que de faire un *yatra*.

Comme le premier ministre Modi et le BJP, Gandhi colporte la désinformation prônée par l'État pour maintenir le peuple dans l'impuissance. Tout n'est que tromperie et fraude. Modi et le BJP vendent un rêve avec Ram Lala; Gandhi et le Congrès vendent un autre rêve dépourvu de tout élément concret. Il s'agit dans les deux cas de diversions. Les actes sont plus éloquentes que les paroles.

De leur côté, de plus en plus de gens s'engagent dans des discussions sur les différents problèmes auxquels ils sont confrontés et sur la manière de leur apporter des solutions qui leur soient favorables. Jusqu'à présent, le Congrès fait partie du problème. Il veut arriver au pouvoir pour favoriser les intérêts qu'il sert. Il faut rénover tous les rapports entre humains et entre les humains et la nature afin de mettre en place une démocratie qui favorise le peuple. Cela passe par le contrôle des ressources, l'agriculture coopérative et l'affirmation du droit d'être des peuples. Tout cela est apparu comme une nécessité historique de notre époque.

Les gens discutent des moyens d'atteindre ces objectifs. Les *morchas* (manifestations de colère) à l'Université Kisan ont bien fait ressortir ce qu'il faut faire. Il s'agit de n'accepter aucune division parmi le peuple, sur quelque base que ce soit, y compris le lobbying pour tel ou tel parti qui cherche à marginaliser les citoyens politiquement avec un processus électoral où le peuple ne choisit pas les candidats et n'exerce aucun contrôle sur les décisions qui sont prises en son nom. Le BJP, le Congrès et le Parti communiste de l'Inde (marxiste) servent tous l'élite dirigeante et s'emploient tous à faire dérailler les mouvements du peuple.

Les attaques contre le peuple à Ayodhya ont recommencé. Après le refus des *shankaracharyas* (maîtres spirituels) d'assister à la cérémonie de consécration du temple de Ram à Ayodhya le 22 janvier, on a prétendu que l'Hindutva (l'indianité) était divisée en Hindutva politique, représentée par le BJP et ses affiliés, et Hindutva religieuse, représentée par les *shankaracharyas*. Ils estiment qu'il s'agit d'un projet politique de Modi pour gagner les élections, car il n'a pas d'autre sujet ni d'antécédents sur lesquels se battre. Aucune des promesses qu'il a faites n'a été réalisée, il s'agit donc d'une tentative de manipuler les sentiments religieux de la population indienne à des fins électorales.

D'autre part, les Dalits (intouchables) disent que l'Hindutva, qu'elle soit politique ou religieuse, promeut et perpétue l'oppression des castes et la suprématie des Brahmanes. Ils n'ont rien à y gagner et appellent à ne pas se laisser prendre au piège. Ils soulignent que des choses sont faites en leur nom alors qu'ils ne les ont jamais décidées ni approuvées. L'Union des agriculteurs indiens a annoncé la tenue d'un grand rassemblement d'une journée – un *kisan mahapanchayat* – dans la capitale du pays, Delhi, le 14 mars, auquel se joindront des agriculteurs de tout le pays.



Élections présidentielles et législatives à Taïwan

Les résultats soulèvent des inquiétudes d'une ingérence américaine accrue

Le 13 janvier, la province chinoise de Taïwan a tenu des élections présidentielles et législatives. La Chine avait déclaré avant l'élection que si le Parti progressiste démocratique (PPD) devait

remporter les élections, ce serait de mauvais augure pour la cause de la paix. Les États-Unis s'ingèrent depuis longtemps dans les affaires de Taïwan et de la Chine, dans le but d'exercer un contrôle sur la Chine et de dominer toute l'Asie pacifique. Ils expédient des navires de guerre dans le détroit de Taïwan depuis plusieurs années sans avoir aucun droit d'y être, tentant de provoquer la Chine et de fomenter des inquiétudes à Taïwan face à une soi-disant invasion imminente par la Chine continentale, ce que la Chine n'a aucune intention de faire.

Le taux de participation a été de 71,86 % des 19 548 531 électeurs inscrits. Le Yuan législatif de Taïwan a 113 sièges, dont 57 sont requis pour obtenir une majorité. Le candidat sortant du PPD a perdu 10 sièges, se retrouvant avec 51 sièges et perdant la majorité à la Yuan législative. Le Kuomintang (KMT) a obtenu 52 sièges, une hausse de 14 sièges. Le Parti du peuple de Taïwan (PPT) a obtenu 8 sièges. Lai Ching-te du PPT a remporté la présidence, avec 40,05 % du vote.

Le KMT, bien qu'il ait été un allié anticommuniste de longue date des États-Unis pendant la guerre froide, défend, tout comme la Chine, la politique d'une seule Chine, conformément aux conditions de rapprochement entre Taïwan et la Chine et la réunification, un important facteur de paix dans la région.

Le porte-parole des Affaires étrangères de la Chine Mao Ning, lors d'une conférence de presse le 15 janvier, a dit ce qui suit :

AFP : Une délégation américaine de haut niveau a rencontré Lai Ching-te et Tsai Ing-wen à Taïwan aujourd'hui. Quel est votre commentaire à ce sujet ?

Mao Ning : L'élection de direction de la région de Taïwan est une affaire locale de la Chine. La Chine s'oppose fermement à ce que les États-Unis aient une quelconque forme d'interaction officielle avec Taïwan et s'immiscent dans les affaires de Taïwan de quelque manière que ce soit et sous quelque prétexte que ce soit. Nous demandons instamment aux États-Unis de bien comprendre l'extrême complexité et la sensibilité de la question de Taïwan, de respecter sincèrement le principe d'une seule Chine et les trois communiqués conjoints Chine-États-Unis, et d'agir sérieusement conformément aux engagements réaffirmés à plusieurs reprises par les dirigeants américains de ne pas soutenir l'« indépendance de Taïwan », « deux Chines » ou « une Chine, un Taïwan », et de ne pas chercher à utiliser la question de Taïwan comme un outil pour contenir la Chine. Les États-Unis doivent faire preuve d'une extrême prudence dans la gestion des questions liées à Taïwan et ne doivent pas obscurcir ou affaiblir le principe d'une seule Chine sous quelque forme que ce soit, ni envoyer des signaux erronés aux forces sécessionnistes visant à l'« indépendance de Taïwan ».

CCTV : Le gouvernement de la République de Nauru a officiellement annoncé sa décision de reconnaître le principe d'une seule Chine, de rompre les soi-disant « liens diplomatiques » avec les autorités de Taïwan et de chercher à rétablir des relations diplomatiques avec la Chine. Quel est le commentaire de la Chine à ce sujet ?

Mao Ning : En tant que pays souverain et indépendant, la République de Nauru a annoncé qu'elle reconnaissait le principe d'une seule Chine, qu'elle rompait les soi-disant « liens diplomatiques » avec les autorités de Taïwan et qu'elle cherchait à rétablir des relations diplomatiques avec la Chine. La Chine apprécie et salue la décision du gouvernement de la République de Nauru.

Il n'y a qu'une seule Chine dans le monde, Taïwan fait partie intégrante du territoire chinois et le gouvernement de la République populaire de Chine est le seul gouvernement légal représentant l'ensemble de la Chine. C'est ce qui a été affirmé dans la résolution 2758 de l'Assemblée générale des Nations Unies et qui fait l'objet d'un consensus général au sein de la communauté internationale. La Chine a établi des relations diplomatiques avec 182 pays sur la base du principe d'une seule Chine. La décision du gouvernement de Nauru de rétablir les relations diplomatiques avec la Chine montre une fois de plus que le principe d'une seule Chine va dans le sens du courant général de l'histoire. La Chine est disposée à travailler avec Nauru pour ouvrir de nouveaux chapitres des relations bilatérales sur la base du principe d'une seule Chine.

CCTV : Après la publication des résultats des deux élections pour 2024 dans la région de Taïwan, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova a déclaré que la Russie s'opposait à toute forme d'indépendance de Taïwan et a appelé toutes les forces extérieures à s'abstenir d'actions provocatrices portant atteinte à la stabilité régionale et à la sécurité internationale. Quel est votre commentaire à ce sujet ?

Mao Ning : Nous apprécions les remarques de la partie russe. En fait, en plus de la Russie, de nombreux pays et organisations internationales, dont l'Indonésie, le Vietnam, le Cambodge, le Laos, le Bangladesh, les Philippines, le Sri Lanka, le Népal, l'Afrique du Sud, l'Égypte, l'Éthiopie, le Zimbabwe, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Bélarus, la Serbie, la Hongrie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Cuba, le Venezuela, l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et la Ligue arabe, en publiant des déclarations et des communiqués de presse ou en répondant aux questions de la presse, ont réaffirmé publiquement leur attachement au principe d'une seule Chine, leur soutien ferme aux efforts de la Chine pour préserver la souveraineté et l'intégrité territoriale de la nation, leur opposition à toute forme d'« indépendance de Taïwan » et leur soutien à la cause de la réunification de la Chine. Cela représente l'appel à la justice et à la paix de la communauté internationale, reflète le large consensus de la communauté internationale pour défendre fermement la Charte des Nations Unies et les normes fondamentales régissant les relations internationales, et incarne la tendance de l'époque et de l'histoire. Nous remercions ces pays pour leur compréhension et leur soutien à la position juste de la Chine.

Quelle que soit l'évolution de la situation sur l'île de Taïwan, le fait fondamental qu'il n'y a qu'une seule Chine dans le monde et que Taïwan fait partie intégrante de la Chine ne changera pas. Taïwan n'a jamais été un pays et ne le sera jamais ! Nous sommes convaincus que le consensus général et le modèle solide de l'adhésion de la communauté internationale au principe d'une seule Chine deviendront plus solides. La juste cause du peuple chinois, qui s'oppose à l'« indépendance de Taïwan » et à l'ingérence extérieure et qui s'efforce de réunifier le pays, bénéficiera d'une plus grande compréhension et d'un plus grand soutien.

Phoenix TV : Selon les rapports, le bureau des affaires étrangères de Taïwan a déclaré que les remarques infondées réitérées par la Chine en réponse aux élections de Taïwan, selon lesquelles « la question de Taïwan est une affaire intérieure de la Chine », n'étaient pas conformes à la perception de la communauté internationale ou au statu quo entre les deux rives du détroit. Il a appelé le gouvernement chinois à respecter les résultats des élections et à faire face à la réalité. Quel est votre commentaire à ce sujet ?

Mao Ning : L'élection de direction de la région de Taïwan est une affaire locale de la Chine. Quel que soit le résultat de l'élection de direction de la région de Taïwan, il ne changera pas le fait fondamental qu'il n'y a qu'une seule Chine dans le monde et que Taïwan en fait partie. Il ne changera pas non plus le consensus général au sein de la communauté internationale sur l'adhésion au principe d'une seule Chine.

Les deux rives du détroit de Taïwan appartiennent à une seule et même Chine. Taïwan fait partie intégrante du territoire chinois. Il y a 80 ans au Caire, la Chine, les États-Unis et le Royaume-Uni ont publié la Déclaration du Caire, qui stipule clairement que tous les territoires que le Japon avait volés à la Chine, y compris Taïwan, devaient être restitués à la Chine. L'Article 8 de la Déclaration de Potsdam, publiée conjointement par la Chine, les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union soviétique en 1945, exige que les « termes de la Déclaration du Caire soient appliqués ». Le Japon a accepté la Déclaration de Potsdam et annoncé sa capitulation inconditionnelle. Ces documents, qui ont une valeur juridique internationale, ont jeté les bases historiques et juridiques qui font de Taïwan une partie inaliénable du territoire chinois. Bien que les deux parties du détroit de Taïwan ne soient pas encore réunifiées, la souveraineté et le territoire de la Chine n'ont jamais été rompus et le statut juridique et le fait que Taïwan fait partie du territoire de la Chine n'ont jamais changé. Tel est le véritable statu quo de la question de Taïwan. La Chine parviendra à la réunification nationale complète et Taïwan retournera inévitablement dans les bras de la mère patrie.



Péninsule coréenne

Les États-Unis doivent signer un traité de paix et cesser leur activité guerrière dans la péninsule coréenne

– Philip Fernandez –



À l'aube de 2024, les États-Unis ont intensifié leur activité guerrière dans la péninsule coréenne dans une vaine tentative d'isoler et d'intimider la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et de la présenter comme la cause de tous les problèmes du peuple coréen. Personne n'est dupe.

L'armée américaine et ses marionnettes en République de Corée continuent de parler ouvertement d'un changement de régime en RPDC par la force. Le président américain Joe Biden a publié la « Déclaration de Washington » avec la République de Corée en avril 2023, un programme de confrontation nucléaire. La déclaration comprend la création d'un « groupe consultatif nucléaire », un plan conjoint des États-Unis et de la République de Corée pour l'utilisation d'armes nucléaires contre la RPDC. Plusieurs réunions ont eu lieu entre les États-Unis, la République de Corée et le Japon en 2023 avec comme ordre du jour de militariser davantage la péninsule coréenne avec des armes nucléaires stratégiques pour menacer la RPDC d'une première frappe nucléaire. Les manifestations antiguerre en République de Corée dénoncent la présence de troupes et d'armes américaines dans la péninsule ainsi que les exercices de guerre contre la RPDC et appellent au retrait de toutes les troupes et armes américaines de la République de Corée.

En 2023, le nombre d'exercices militaires conjoints entre les États-Unis, la République de Corée et le Japon visant la RPDC a doublé par rapport à 2022. Le Canada, l'Australie et la Grande-Bretagne, entre autres alliés des États-Unis, ont également participé à ces exercices. L'armée américaine parle d'autres exercices de ce type pour 2024. Toutes ces agressions et démonstrations de force ont poussé la RPDC à renforcer son arsenal nucléaire et sa capacité de défense afin de neutraliser les États-Unis et leurs alliés et de créer un équilibre dans la péninsule où les États-Unis ne peuvent pas agir impunément. L'hystérie permanente des États-Unis et du Canada à propos de la RPDC et de ses « menaces nucléaires » vise à dissimuler leurs propres crimes contre la RPDC et le peuple coréen.

La RPDC a toujours exprimé son désir de signer un traité de paix avec les États-Unis afin de mettre

officiellement fin à la guerre de Corée et de normaliser les relations dans l'intérêt de la paix. Jusqu'à présent, les États-Unis ont saboté ou repoussé tous les efforts de la RPDC allant dans ce sens. Autre provocation, le 13 novembre 2023, les États-Unis ont conclu une « entente » de 17 pays, dont le Canada, qui ont participé à la guerre illégale des États-Unis en Corée (1950-53) sous l'égide de l'ONU. L'objectif annoncé de cette entente est de « revitaliser » le commandement de l'ONU et de « s'engager à défendre la République de Corée si elle est attaquée par la RPDC ». La RPDC a réagi en faisant remarquer que le commandement de l'ONU était un vestige de la guerre de Corée, qu'il ne servait à rien et qu'il devait être démantelé. En fait, si les États-Unis n'avaient pas traîtreusement saboté l'accord d'armistice signé entre eux et la RPDC le 27 juillet 1953 pour mettre officiellement fin aux combats de la guerre de Corée, connue sous le nom de guerre de libération de la patrie en RPDC, et s'ils avaient respecté les engagements pris dans le cadre de l'accord d'armistice, notamment les négociations en vue de la signature d'un traité de paix pour mettre fin à la guerre de Corée, il n'y aurait aujourd'hui ni commandement de l'ONU ni présence américaine dans la péninsule coréenne.

Les États-Unis sont les seuls responsables de tous les problèmes historiques et actuels auxquels est confronté le peuple coréen. Ce sont les États-Unis qui ont unilatéralement divisé la Corée en deux à la fin de la Deuxième Guerre mondiale et privé le peuple coréen de son droit à décider de ses propres affaires, et ils maintiennent cette division par la force aujourd'hui. Toutes les personnes éprises de paix demandent instamment aux États-Unis de signer un traité de paix pour mettre fin à la guerre de Corée et normaliser les relations avec la RPDC. Le Canada doit cesser de s'aligner sur les demandes des États-Unis et de l'OTAN en imposant de multiples sanctions contre la RPDC et en continuant de pratiquer la piraterie en haute mer contre les navires de la RPDC dans le cadre de l'opération NEON, sous couvert de la mise en application des sanctions de l'ONU. Il est grand temps que le Canada contribue à la paix dans la péninsule coréenne en normalisant ses relations avec la RPDC et en établissant des relations dans l'intérêt des deux pays et des deux peuples.



La RPDC fixe une ligne de marche pour faire avancer la cause de la paix et du développement national en 2024



Le 8e Comité central du Parti du travail de Corée (PTC) a tenu son 9e plénum élargi du 26 au 30 décembre 2023, sous la présidence du secrétaire général du Parti, Kim Jong Un, qui a dressé le bilan de l'année 2023 et fixé le cap pour l'année 2024. Étaient également présents en tant qu'observateurs divers fonctionnaires des départements du Comité central du PTC, des hauts

fonctionnaires de divers ministères, des institutions nationales, des grands établissements industriels et des comités de gestion régionaux et municipaux. Le plénum s'est déroulé dans une atmosphère d'enthousiasme, fier des réalisations de 2023 sous la direction du secrétaire général Kim Jong Un, tout en évaluant sobrement ce qui l'attend et en élaborant des plans pour poursuivre le projet d'édification nationale de la République populaire démocratique de Corée (RPDC).

Mesures pour renforcer la paix et la sécurité

Kim Jong Un a déclaré que les actions de l'armée américaine et de ses marionnettes en République de Corée ont aggravé les tensions et fait peser plus que jamais la menace d'une guerre nucléaire sur la péninsule coréenne. Kim Jong Un a noté qu'en 2023, les États-Unis ont introduit toutes sortes de moyens nucléaires dans le sud de la péninsule coréenne, y compris, pour la première fois en plus de 40 ans, un sous-marin nucléaire, pour la première fois un bombardier stratégique nucléaire et l'envoi fréquent de forces opérationnelles de porte-avions à propulsion nucléaire.

Parallèlement, un nombre record d'exercices militaires conjoints sous commandement américain, de différentes envergures, ont eu lieu tout au long de 2023, y compris plusieurs avec la participation de la République de Corée et du Japon. Kim Jong Un a noté que les États-Unis ont multiplié les menaces contre la RPDC et il a averti que le niveau des provocations par les forces hostiles met en péril l'environnement sécuritaire dans la péninsule, rendant la possibilité d'une guerre bien réelle, et non un simple concept abstrait. La gravité de la situation actuelle exige de la RPDC qu'elle s'efforce constamment de mettre en place une réponse d'envergure, avec une préparation militaire totale au combat, afin de dissuader toute forme de provocation ou d'action hostile à tout moment.

Dans son rapport, le secrétaire général note qu'avec l'élection du gouvernement fantoche de Yoon Suk-Yeol en République de Corée, qui a pris ses fonctions en 2022, les relations entre la RPDC et la République de Corée n'ont cessé de se détériorer. En conséquence, la RPDC s'est retirée de l'accord militaire Nord-Sud du 19 septembre car il ne servait plus d'instrument pour promouvoir la paix entre les deux parties. Ceci est particulièrement vrai à la lumière des actes de provocation de la République de Corée le long de la ligne de démarcation militaire. Il a également noté que l'ensemble de l'armée de la République de Corée est en train d'être renforcée.

Dans le même ordre d'idées, Kim Jong Un a précisé les mesures que l'Armée populaire coréenne (APC) devrait prendre en 2024, notamment surveiller de près la situation dynamique et tendue en matière de sécurité dans la péninsule coréenne et prendre des mesures militaires plus approfondies pour sauvegarder fermement la sécurité de l'État. Il a été clairement indiqué qu'en cas de crise nucléaire, l'APC devait agir avec détermination et être prête à désarmer l'ensemble du territoire de la République de Corée en mobilisant tous les moyens et toutes les forces physiques, y compris ses forces nucléaires.

Kim Jong Un a appelé les fabricants de munitions et d'armements à accélérer leur production, y compris la production d'armes nucléaires. Il a également défini les principaux objectifs et tâches dans le domaine du développement et de la production de missiles. En ce qui concerne le développement spatial, il s'agit de lancer trois satellites de reconnaissance supplémentaires en 2024. Dans le domaine de la construction navale, il est prévu de renforcer la puissance de combat sous-marine et de surface de la marine. Le ministre a également défini les tâches à accomplir par les responsables de la défense nationale pour achever les préparatifs de combat. Ces préparatifs comprennent l'amélioration du niveau de contrôle opérationnel des Gardes rouges ouvriers-paysans (la plus grande force de défense civile de la RPDC) par les commandants, ainsi que l'augmentation des capacités de combat de ses membres en améliorant régulièrement le contenu et les méthodes d'entraînement pour rester en phase avec les menaces qui pèsent sur la RPDC.

Les remarques de Kim Jong Un soulignent les graves menaces que font peser les États-Unis et leur politique agressive en matière d'armes nucléaires sur la sécurité de la RPDC et de la région dans son ensemble. La situation actuelle comprend une escalade des provocations que les États-Unis font depuis 70 ans. Ils deviennent de plus en plus désespérés face à leurs crises intérieures et à leurs

échecs sur la scène internationale, y compris leur incapacité à saper la résolution de la RPDC par des sanctions injustes et illégales et d'autres formes d'agression.

Les États-Unis ont toujours refusé de signer un traité de paix avec la RPDC pour mettre fin à la guerre de Corée et normaliser les relations, ce qui serait bénéfique pour les deux pays. Face à cette réalité, la RPDC exerce son droit de pays souverain de se défendre par tous les moyens à sa disposition.

Mise en veilleuse de l'objectif de réunification nationale

Les relations entre la RPDC et la République de Corée ont connu d'importants revers ces dernières années, avec l'élection, à l'instigation des États-Unis, de l'anticommuniste Yoon Suk-Yeol à la présidence de la République de Corée en 2022. Le fait que Yoon se soit plié aux exigences des impérialistes américains dans la péninsule a entraîné la mise en veilleuse des efforts en cours pour réaliser l'ardent désir du peuple coréen d'une réunification pacifique et indépendante de la Corée, car la RPDC n'a pas d'interlocuteur sincère avec lequel progresser dans cette tâche cruciale.

Dans ces conditions, dans son rapport au 9e plénum élargi du 8e comité central du PTC, Kim Jong Un a fait la remarque suivante : « La conclusion générale tirée par notre Parti, en examinant les relations Nord-Sud de longue date, est que la réunification ne pourra jamais être réalisée avec les autorités de la République de Corée qui déclarent « l'unification par absorption » et « l'unification dans le cadre de la démocratie libérale » comme politique d'État, « ce qui est en contradiction flagrante avec notre ligne de réunification nationale basée sur une nation et un État avec deux systèmes ».

Il a également souligné que c'est une erreur d'essayer de travailler avec ceux qui définissent publiquement la RPDC comme l'« ennemi principal » et qui ne cherchent qu'à collaborer avec des forces hostiles étrangères pour provoquer un « effondrement du pouvoir » en RPDC et imposer une « unification par absorption » des deux Corées. Ce serait déshonorer la RPDC que de discuter de la réunification avec ceux qui ne sont que des laquais coloniaux des États-Unis, a noté Kim Jong Un. Il a appelé à un réajustement et à une réforme des organisations responsables des relations avec la Corée du Sud face à cette réalité. Dans un discours prononcé le 15 janvier lors de la 14e Assemblée populaire suprême, Kim Jong Un a détaillé ce réajustement, notamment en proposant de retirer le « Monument aux trois chartes pour la réunification nationale » situé à l'entrée sud de la capitale Pyongyang. Le monument a été démonté peu de temps après.

Renforcer le projet d'édification de la nation de la RPDC



Le complexe sidérurgique de Hwanghae

Dans son rapport au 9e plénum, le secrétaire général Kim Jong Un a souligné que dans tous les secteurs de l'économie, les objectifs pour 2023 ont été dépassés grâce au leadership du PTC et à la résolution et au courage du peuple qui a fait preuve d'un haut niveau de détermination politique dans tout le pays.

Le rapport du 9e plénum note que les 12 objectifs de développement économique national ont tous été atteints pour l'année, notamment 103 % de la production de céréales, 102 % de l'acier laminé, 131 % des métaux ferreux, 105 % des produits de la mer et 109 % de la construction de logements, entre autres secteurs. Il a également été noté que, par rapport à 2020, année où la pandémie de la COVID 19 s'est déclarée au niveau mondial, la production d'acier laminé a été multipliée par 1,9, celle de machines-outils par 5,1, celle de ciment par 1,4 et celle d'engrais par 1,3. On note que le PIB a été multiplié par 1,4 par rapport à 2020.



La centrale thermique

Le rapport souligne que le dépassement de la production céréalière grâce au travail acharné et aux sacrifices des agriculteurs et des travailleurs agricoles est la réalisation la plus importante de l'économie en 2023. Sur la base de ces succès, l'objectif de 2024 est d'élever encore le niveau de vie du peuple et de révolutionner l'édification du socialisme en appliquant les conclusions et l'esprit du 9e Plénum élargi d'une manière scientifique et pratique.

La réalisation de ces objectifs d'édification nationale dans l'économie est d'autant plus admirable que la RPDC a dû faire face à des décennies de sanctions économiques injustes et brutales conçues par les États-Unis pour provoquer un changement de régime et imposer un système libéral-démocratique dans lequel les oligarques étrangers peuvent piller la nation à souhait. Le peuple de la RPDC a choisi son système et, en tant qu'architecte de son propre avenir, montre qu'un peuple qui a pris son destin en main et le défend contre vents et marées peut accomplir des miracles.



Projets de poldérisation



